

MOUVEMENT DÉMOCRATE
ÉLECTIONS RÉGIONALES
DIMANCHE 24 JANVIER 2010

François BAYROU. - Mes chers amis, je suis heureux de vous accueillir au moment où nous ouvrons cette campagne pour les élections régionales de 2010.

C'est une campagne ouverte pour les régionales par le mouvement le plus régionaliste de France. C'est ceci qu'il faut affirmer à l'ouverture de ce lancement de campagne.

Nous croyons profondément à la région, comme cela va être développé tout au cours de la matinée. Et nous croyons que la région, pour l'instant, n'est pas allée au bout de sa création ou de l'évolution nécessaire qui doit être la sienne.

C'est parce que nous croyons profondément à la région que nous sommes présents dans ces élections régionales et que le Mouvement Démocrate aura 22 listes indépendantes dans les 22 régions de la métropole française.

Comme vous le savez, il y a eu des pressions diverses et variées pour ou par des gens qui auraient souhaité que nous ne soyons pas présents dans ces élections pour aller nous réfugier sur les listes des uns ou des autres.

Nous disons clairement que notre choix, c'est au contraire de porter dans ces élections une idée différente des régions et une idée différente de la France.

Nous pensons que l'on peut aller plus loin dans l'affirmation des régions et dans l'aide que les régions peuvent apporter aux citoyens, et nous pensons qu'il faut aller dans une autre direction dans la manière dont la France se trouve gouvernée.

Ainsi, notre présence indépendante dans toutes les régions de France sans exception a un sens précis : c'est le moyen, pour les Français, d'adresser un message qui sera entendu de manière indiscutable, et ce message a un sens national et un sens régional.

Je vais en une phrase vous dire ce que je sens du sens national et ce que je sens du sens régional de cette élection. Le vote pour le Mouvement Démocrate aura un sens national et nous regrettons l'orientation qui a été prise par ceux qui ont aujourd'hui la responsabilité de notre pays.

Nicolas Sarkozy a décidé de faire de cette élection un plébiscite pour la politique qu'il conduit à la tête de la France.

Nous pensons qu'une élection régionale n'aurait pas dû être nationalisée. Nous pensons qu'une élection régionale aurait dû avoir principalement des enjeux régionaux.

Tel n'a pas été le choix du pouvoir. Nous en prenons acte et nous disons donc que, devant ce choix de nationaliser l'élection, les électeurs ont le devoir de faire entendre qu'il y a des dérives aujourd'hui qui ne sont pas acceptables à la tête de la France, des dérives en matière de décision politique et plus encore des dérives par rapport aux valeurs fondamentales de notre pays qui ne sont pas respectées.

C'est parce que ces valeurs ne sont pas respectées que nous sommes présents dans cette élection pour défendre ce qui est le message essentiel, le lien essentiel qui doit exister entre les Français.

Vous savez bien que, tous les jours aujourd'hui, on voit des atteintes choquantes à ces valeurs républicaines profondes. Nous les défendrons aux élections régionales et nous nous

adressons à tous les républicains où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, à tous les modérés d'où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent qui, jusqu'à maintenant, ont été, dans l'interrogation, l'expectative en se demandant comment allait tourner la manière dont la France était gouvernée.

Ils voient aujourd'hui comme ils tournent et ils ont un moyen simple de dire : "Cela ne va pas, il y a des choses qui ne sont pas acceptables". Nos listes défendront ce point de vue dans ces élections.

Deuxièmement, il y a un enjeu régional. Nous allons faire devant vous tout au cours de la matinée, des propositions nouvelles, originales, pour ce que les régions françaises pourraient devenir.

Je résume ces propositions en une phrase : Les régions, cela devrait être l'instance ou la collectivité la plus importante pour aider les gens dans leur vie.

Et, pour l'instant, "aider les gens dans leur vie", nous estimons que ce n'est pas suffisamment assumé. Nous allons faire des propositions qui touchent la vie des gens dans leur périmètre de tous les jours, des propositions qui touchent aux jeunes, à la santé, au durable et nous allons, ensemble, découvrir ces propositions ce matin.

J'ai été très frappé comme vous par deux sondages, un sondage politique et un sondage de notoriété.

Le sondage politique, c'est celui qui dit que 70 % des Français ne font confiance, pour leur vie, ni à la droite au pouvoir ni à la gauche. 70 % des Français qui ne font confiance ni à l'un ni à l'autre, cela veut dire que l'attente que nous portons doit être assumée face aux citoyens dans la vie de tous les jours, aussi bien que dans les échéances électorales.

Deuxièmement, les conseillers régionaux et même les présidents de région sont très largement inconnus de leurs concitoyens. Or, une instance qui doit être l'instance d'aide pour les gens doit être connue, familière. On doit pouvoir aller frapper à la porte, décrocher son téléphone, appeler les élus pour qu'ils puissent venir aider dans la vie de tous les jours les femmes les hommes et les familles.

Pour l'instant, ce n'est pas le cas. Nous voulons que cela le devienne.

Premièrement, nous sommes, en effet, ceux qui portons un message national d'avertissement à ce qui est en train de se passer en France et j'y reviendrai tout à l'heure dans mon discours de clôture et, deuxièmement, nous portons une ambition nouvelle pour les régions, une ambition de vie quotidienne pour les régions avec une affirmation de cette collectivité locale qu'elle n'a pas encore assumée.

Voilà le sens de la présence des 22 listes indépendantes dans les 22 régions de la métropole française et j'espère Outre-mer.

Dans cette élection, nous ne parlons pas de nous, national. Nous parlons des Français, nous parlons aux Français avec des personnalités qui, je crois, constituent, ensemble, dans les grands courants démocratiques du pays, le plus grand renouvellement du personnel politique qui ait été assumé dans notre pays depuis des décennies.

Je vais vous les présenter un par un et ils vont s'exprimer un par un devant vous.

Nous les avons choisis sur deux critères :

- le premier : des femmes et des hommes profondément enracinés dans la vie de la communauté régionale à laquelle ils appartiennent et dont le parcours et l'expérience personnelle ne sont pas seulement des réussites, mais également l'expression de ce qu'une région, une communauté régionale a de plus précieux.
- le deuxième : nous les avons choisis, parce que nous estimons qu'ils ont les épaules d'assumer les responsabilités pour lesquelles ils se présentent.

Ils ont, chacun, un parcours, une expérience, un goût de vivre, une faculté d'assumer des responsabilités qu'ils ont pour la plupart d'entre eux déjà montrés dans la vie associative ou bien dans la vie démocratique, dans la vie syndicale quelquefois, dans leur métier, et ils peuvent parler à leurs concitoyens avec la force de l'expérience et de l'énergie qui sont les leurs.

Beaucoup d'entre eux sont très jeunes, beaucoup d'entre eux se présentent pour la première fois à une grande élection. C'est un renouvellement que la vie politique française attendait et que nous apportons et c'était dans le contrat de fondation du Mouvement Démocrate que de faire apparaître une génération politique nouvelle.

Eh bien, cette génération politique nouvelle, la voilà.

Je vais les appeler et leur demander de se présenter devant vous. Je vais commencer, je crois, par le plus jeune de ceux qui se présentent en notre nom dans cette élection. C'est pourtant un élu local très expérimenté puisqu'il a été, il y a déjà près de 10 ans, le plus jeune maire d'une commune de plus de 10 000 habitants en France.

Il conduira notre liste dans la région Midi-Pyrénées. Il a à peine plus de 30 ans. Je vous présente Arnaud Lafon.

(Applaudissements...)

Arnaud LAFON. - Bien évidemment, tous ces applaudissements, cela fait chaud au cœur, mais, comme j'ai pour habitude de dire à mes adhérents militants et sympathisants de Midi-Pyrénées, gardez vos applaudissements pour le 14, parce que je crois que, le 14, c'est là où l'on va tout déchirer et où franchement on montrera que l'on est différent, que l'on peut faire de la politique différemment, sans être ni à droite ni à gauche, mais avec l'ensemble de nos concitoyens qui ont vraiment cet espoir d'un message nouveau en politique.

J'ai été élu à 25 ans. Maintenant, je suis un vieil élu local, mais toujours au service de ses administrés. Si, vraiment, je me suis engagé dans cette campagne régionale, c'est parce que j'ai la force de cette conviction que l'on a quelque chose de différent à apporter dans notre région Midi-Pyrénées, la plus grande région de France, la plus vaste, la plus diverse, certainement celle - vous le comprenez - qui me tient le plus à cœur, celle dont j'ai la passion et dont la force de conviction que je vais porter à ces élections régionales m'amènera certainement sur un second tour en tête bien évidemment !

(Applaudissements...)

En tête pas seulement parce que ce serait un pêcher d'orgueil que de penser que je pourrais arriver autre part qu'à cette place, mais parce qu'il y a vraiment ce désir profond, dans toutes les régions de France, chez tous les habitants, d'avoir une autre politique, une autre vision de la gouvernance et, peut-être, des élus un peu plus modestes, plus en phase avec la réalité et la difficulté quotidienne des habitants de nos régions de France.

Nous sommes 22 à passer. Vous allez voir que la qualité et la diversité de celles et ceux qui seront présents à cette estrade est tout à fait représentative de la France nouvelle que nous voulons construire.

François BAYROU. - Je vous dis le plan de la matinée : je vais m'efforcer d'alterner les candidats que nous vous présentons et qui chacun vont vous parler de leur région, comme ils la sentent, des idées qu'ils ont pour elles et de ce qu'ils ressentent ou espèrent du dialogue avec leurs concitoyens.

Je vais faire alterner cela avec ceux des responsables du Mouvement qui ont travaillé à notre projet et qui vont, les uns et les autres, défendre ces idées nouvelles et originales pour les régions que nous présentons.

Je voudrais vous présenter une jeune femme, une élue, conseillère régionale sortante, dans une région "rude" au combat politique, puisqu'elle va avoir, en face d'elle, rien moins que la

puissante UMP, plus le Président sortant socialiste de la région, plus Jean-Marie Le Pen. Cela fait quand même pas mal !

Nous avons beaucoup d'espoir en elle. C'est une conseillère régionale sortante. Elle est médecin spécialiste de deux des plus grands problèmes de notre temps. Le premier est le problème de dépendance, et vous savez à quel point, parmi les jeunes, cela fait des dégâts considérables, et le deuxième celui des problèmes de l'âge avancé.

Elle a même conduit un travail universitaire très important sur la longévité de celle qui était à l'époque la doyenne des Français et qui était parmi ses patientes et qu'elle suivait parce qu'elle est médecin gériatre à l'hôpital et elle est très engagée dans l'ensemble des combats d'environnement.

Je vous présente, pour la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Catherine Levraud.

Catherine LEVRAUD. - Je suis très impressionnée de cette très belle salle.

Je remercie beaucoup François de cette présentation élogieuse et je vais vous dire deux mots sur la région et mon engagement.

Effectivement, la région PACA, c'est le ciel bleu, la mer d'huile, les vacances, mais, cela, c'est la carte postale. Dans la réalité, dans notre région comme dans le reste de notre pays, la réalité est dure. La précarité est forte, l'espoir des jeunes se réduit. Dans notre région comme dans le reste de notre pays, la génération nouvelle a presque intégré le fait que sa situation professionnelle serait moins bonne que celle de ses parents.

Dans notre pays, nous n'avons pas le record parce que, Jeanne Calment, c'était un record de longévité, mais nous avons l'une des régions les plus âgées. On prend sa retraite au soleil et c'est bien naturel, mais, l'âge venant, le besoin de solidarité et le besoin d'aide viennent aussi, heureusement pas tout le temps, car, de nos jours, les seniors en bonne santé utile à la société et même qui font de la politique sont de plus en plus nombreux, mais parmi les plus fragiles, les plus âgés, le nombre grandit de ceux qui ont besoin de notre aide et de notre soutien.

Dans notre région, nous battons des records de pollution industrielle, des records de France, des records d'Europe, car nous avons des zones pétrochimiques, des zones industrielles déjà fort anciennes et qui, malgré des mises aux normes, mais juste aux normes, sont extrêmement dangereuses et polluantes avec des atteintes lourdes à la santé des populations.

Dans notre région nous avons une surpopulation sur la frange littorale et une sous population de l'arrière pays, ainsi que des zones de montagne en difficulté forte d'habitants. Nous avons donc des déséquilibres, des besoins. En plus, nous avons la délicate question de cette région qui est une région d'accueil, de passage, de grand port, de brassage de populations. La grande diversité de nos paysages s'associe à une grande diversité des origines et même des nationalités.

C'est une région d'accueil, une région qui a intégré énormément de monde, mais c'est aussi une région dans laquelle le racisme, la xénophobie, la tentation d'exclusion sont fortes.

Vous savez que c'est une région où des mairies ont été prises et tenues par le Front national et où le vote qui est séduit par ce genre de formation risque d'être fort. De nos jours, cette espèce de débat qui se retourne peut-être en partie contre ses auteurs, le débat sur l'identité nationale est en train peut-être de faire monter ce vote au bénéfice de certains qui sont les gros partis que nous avons en face de nous et qui, en favorisant un certain nombre de triangulaires dans les régions, vont peut-être diminuer la place possible qui serait donnée au Mouvement Démocrate.

C'est une région où il y a beaucoup d'enjeux, une région où il y a des calculs politiques complexes, mais, en même temps, c'est une région où tout est ouvert.

Donc, au premier tour, je dirai bien que, nous aussi, on va être en tête, mais bon... On va peut-être être un peu plus modeste ! Nous allons essayer de figurer de façon honnête, de faire connaître le Mouvement Démocrate et ses propositions. Nous allons développer cette identité centriste, cette identité qui refuse de donner un chèque en blanc, soit à la droite, soit à la gauche et nous allons, dans ce but, organiser notre campagne avec une forte présence des têtes de liste départementale pour couvrir cette région qui est également très grande et très diverse et de bien la répartir, de bien la lisser, car, derrière l'élection régionale dans laquelle nous avons des espoirs de pouvoir figurer en bonne place, nous avons aussi toutes les autres élections où notre Mouvement doit prendre sa place peu à peu dans toutes les communes, tous les cantons et toutes les zones.

Je voudrais juste rajouter que, pour nous, l'essentiel n'est pas d'être élus. Cela paraît un peu bizarre dans ce contexte. L'essentiel est de porter nos valeurs, parce que, si l'on est élu et que l'on pèse, là on peut porter nos valeurs. On peut mettre en oeuvre notre projet et, donc, montrer que le Mouvement Démocrate a une utilité pour la nation, une utilité pour la région, une utilité pour chacun.

Je crois aussi beaucoup au fait d'être utile pour les citoyens, pour les gens. Je m'occupe des personnes âgées et je sais à quel point, dans les familles il y a parfois des souffrances dont personne ne s'occupe, finalement, il y a énormément d'attente.

Bien sûr, nous souhaitons avoir beaucoup d'élus et nous ferons tout pour cela, mais nous ne le ferons pas si les conditions ne sont pas bonnes. Nous n'irons pas à genoux. Nous irons donc en position de force et nous ferons tout pour avoir un rapport de force.

Nous avons des ténors des partis politiques tels que le président sortant Michel Vauzelle qui est un homme dont je fais partie de la majorité sortante, ce qui n'empêche pas d'avoir de bons débats bien solides quand il le faut. Nous avons Jean-Marie Le Pen que je n'ai pas franchement envie de voir en tête-à-tête ou de passer mes vacances avec lui, mais on fera ce qu'il y a à faire. On portera nos valeurs et je pense que ce sont ces valeurs-là qui permettent de contrebalancer les thèses nauséabondes qui peuvent être proposées aux Provençaux.

Et nous avons forcément des amis, des collègues, toute une société qui est autour de nous qui pose des tas de questions. On me demande beaucoup : "Qu'est-ce que c'est le Modem ? Que veut-il ?" C'est peut-être des questions que l'on vous pose. Nous allons-y répondre tous ensemble dans cette élection régionale.

François BAYROU. - J'aime bien, parce que, dans les candidats que nous présentons - je dis cela sans appuyer le trait -, la qualité humaine que vous avez sentie, dans les propos que nous avons commencé à entendre, se traduit, elle retentit.

Il n'y a pas seulement la politique. Il y a aussi ce que les gens valent, ce qu'ils ont dedans et leur expérience de vie, et vous avez entendu, chez Arnaud Lafon, maire de Castanet-Tolosan, et chez Catherine Levraud, conseillère régionale de PACA, cette qualité humaine.

Maintenant, on traverse une partie de la Méditerranée pour s'en aller vers l'île de toutes les îles, vers la Corse. Jean Toma qui conduit notre liste est un médecin, un psychiatre et il est maire de Sari-Solenzara, une commune que tout le monde connaît.

Jean Toma, tête de liste de notre mouvement en Corse.

Jean TOMA. - Merci de votre accueil. C'est vrai qu'en Corse, c'est un peu différent. Ce que n'a pas dit François, c'est que je suis président de la Fédération territoriale de Corse qui répond, au sein du Modem, à la collectivité territoriale de Corse, puisque nous avons un statut particulier.

Nous avons des problèmes différents et des solutions différentes. La Corse est une montagne dans la mer. J'ai coutume de dire que c'est la région symptôme de la France, c'est-à-dire que l'on voit avant, en Corse, ce qui va se passer plus tard au niveau national.

Aujourd'hui, la précarité, c'est notre lot. J'ai vu dans les propositions que nous faisons, que l'on fait référence au problème de santé, à la désertification médicale. En Corse, c'est un problème déjà important, puisque, dans certaines micro régions, on recherche les médecins, on est obligé d'inventer pour les faire venir. On a ce problème parce que, l'accès aux soins pour tout le monde, c'est aussi l'accès en fonction de l'endroit où l'on vit.

Il n'y a pas seulement les pourcentages financiers. Ce sont des problèmes importants.

Je pense justement qu'au Modem, qui est là pour régler les problèmes quotidiens des citoyens, on est beaucoup plus près que les autres partis qui sont dans les sphères nationales. Les problèmes quotidiens des citoyens, on les touche du doigt, on les voit, on en parle avec eux. C'est comme cela que l'on pourra les régler, et c'est pour cela que le Modem va apporter des solutions différentes.

Il faut que l'on permette aux gens de sentir cela. Il faut qu'on le leur montre dans cette élection. C'est vrai, souvent, les gens nous disent : "Vous êtes un parti, comme les autres ?" Il faut savoir dire : "Non, on n'est pas un parti comme les autres. On n'est pas la gauche ou la droite.

À la limite, la gauche ou la droite, on peut s'en "foutre", car ce n'est plus le vrai problème aujourd'hui. Je pense qu'aujourd'hui, le vrai problème, c'est un problème de conservateur et de progressiste.

Quand vous voyez des gens qui s'arc-boutent à leurs privilèges, à leur place, ce sont des conservateurs. Des conservateurs, il y en a à gauche et à droite et il y a les progressistes.

Je pense que, nous, nous sommes dans le camp des progressistes. Nous essayons de voir le XXI^{ème} siècle, de voir comment on va pouvoir avancer, régler les problèmes au mieux des intérêts de nos concitoyens.

Par exemple, en Corse... Je reviens à la médecine parce que, quand même, on ne change pas comme cela, François, on n'oublie pas la médecine. Je suis président de l'Ordre des médecins de Haute-Corse. Je suis en train d'organiser les assises nationales de la médecine rurale, parce que l'on va essayer de trouver des solutions à ces problèmes de désertification médicale qui entraîne évidemment la désertification.

En Corse, avant tout le monde, on se rend compte des villages qui se dépeuplent, à l'intérieur, des gens qui ont du mal à y rester, à y vivre, des problèmes de l'agriculture, des problèmes de la ruralité.

Je pense que c'est un vrai problème national d'aménagement du territoire dont il va falloir s'occuper pour les gens.

Je ne serai pas trop long, je pourrais parler et digresser longuement. Je vous remercie de votre accueil.

François BAYROU. - On va traverser la France en diagonale et aller en Haute-Normandie. C'est Danielle Jeanne qui conduit notre liste dans cette région. Vous remarquerez l'importance du dispositif des femmes.

On peut dire que c'est une animatrice exemplaire de la vie démocratique, de la vie associative, de notre Mouvement. C'est un leader naturel et elle vient du monde de l'Education nationale. Je l'accueille avec vous.

Danielle JEANNE. - Je viens de Haute-Normandie. La Haute-Normandie, c'est le prélude à la Normandie de demain. C'est aussi une région industrielle, un peu du passé, avec une industrie qui fiche le camp : Renault qui va mal, peut-être demain matin Total qui battra de l'air, non pas en tant que société, mais qui battra de l'air pour les emplois de chez nous et, donc, dans cette région, oui, nous sommes proches des gens, oui, il faut que nous nous occupions des gens.

Mon cher François, nous sommes réunis ici aujourd'hui pour affirmer notre projet, notre vision d'avenir pour nos régions. Nous ne sommes pas "caramélisé", comme, je crois, avait dit quelqu'un, mais vivants, joyeux, prêts à partir en campagne.

Nous allons proposer à nos voisins, à nos habitants et à nos enfants, une politique de proximité pour que, demain matin, chacun d'entre eux puissent vivre un peu mieux dans nos régions.

Vous pouvez me dire : "Belles paroles". Les journalistes le diraient, n'est-ce pas ?...

Comment allons-nous faire ? Nous allons travailler sur les territoires où nous vivons, avec les gens que nous aimons pour proposer des solutions concrètes qui vont être énumérées par les uns et les autres des différentes régions. Nous n'arrivons pas, nous, dans nos entreprises et dans nos fermes, en souliers vernis avec un staff parisien ayant préparé un plan de communication.

Il faut vous dire, au passage, que, dans mon département, ce n'est pas un ministre, mais deux ministres que j'ai sur la liste, en face : l'agriculture et la défense. Ils repartiront vers leur tapis rouge le 21 mars au soir. J'en suis persuadé.

Mais, nous, tous les jours, nous vivons ce que vivent nos concitoyens, avec leur crainte du chômage - ma région a un taux de chômage supérieur au taux national -, des fins de mois difficiles, leur crainte d'un avenir incertain pour leurs enfants, d'une fin de vie difficile pour leurs aînés. Cela a déjà été évoqué.

Alors, pêle-mêle, je peux vous dire que je propose, que nous proposons, à budget constant, de créer un lien recherche et création d'entreprises innovantes beaucoup plus fort - là, sont les emplois de demain -, de prendre en charge fermement l'orientation des élèves, de créer des circuits courts pour le maraîchage, entre autres, d'aider les agriculteurs pour une agriculture respectueuse de l'environnement, d'appuyer la transmission de petites entreprises en finançant le soutien aux repreneurs, d'augmenter les formations en alternance, de pousser au développement du photovoltaïque et de créer un tour de table régionale tous les deux mois pour écouter les entrepreneurs, les formateurs, les syndicats, pour permettre de travailler en région ensemble, au lieu de se méfier de l'autre, de celui qui ne vote pas comme moi et comme vous, de celui qui ne pense pas totalement comme nous, de celui qui n'a peut-être pas tout à fait la même culture que nous.

Alors, oui, c'est ensemble qu'il faut faire vivre nos régions et qu'il faut nous battre dans cette campagne pour être au deuxième tour, donc, pour être au-delà de 10 % au premier tour et j'ai confiance.

François BAYROU. - Celui qui va monter maintenant à la tribune, qui a été choisi par les militants et les adhérents d'Auvergne pour conduire la liste, n'en est pas à son premier combat politique puisqu'il a été, pendant un mandat, député à l'Assemblée Nationale et qu'il est conseiller municipal d'opposition à Clermont-Ferrand. C'est un médecin cardiologue. Il s'agit de Michel Fanget.

Michel FANGET. - Mes chers amis, ce n'est pas mon premier combat. J'espère que ce ne sera pas le dernier non plus.

Je suis auvergnat, médecin cardiologue et je suis dans une région, en fait, de terre centriste, puisque je rappelle que cette région a été dirigée depuis 1986 par Valérie Giscard d'Estaing. Cela signifie quelque chose tout de même.

Pour ce qui me concerne, j'ai eu un certain nombre de mandats à l'Assemblée Nationale, au Conseil général. Je suis élu à Clermont-Ferrand et conseiller communautaire.

Pour nous, en Auvergne, c'est quatre départements : la Haute-Loire, le Cantal, le Puy-de-Dôme et l'Allier. Nous sommes actuellement tout à fait sereins, parce que nous sommes sûrs de porter des valeurs essentielles.

Je reviendrai sur le sondage qui a été évoqué par François tout à l'heure : deux Français sur trois ne font confiance ni à la droite ni à la gauche. Ceci valide complètement notre démarche.

Il est clair que nous devons affirmer notre identité. Restez bien sûr ouverts, ce que nous sommes et ce que nous serons en Auvergne, puisque, d'emblée, nous a rejoint l'Alliance écologiste indépendante. Pour nous, c'est très important. Il y aura même une tête de liste dans le Cantal.

Si j'en viens à mon parcours personnel et qui fait que je suis très détendu, je ne suis pas un professionnel de la politique. Je suis arrivé à la vie publique par l'engagement associatif en créant une association en 1986 qui a lancé en pionnière en France un système de portage de repas à domicile pour les personnes âgées, ce que nous faisons toujours, ce qui nous garde les pieds sur terre en permanence.

En Auvergne, la configuration est celle-là. Il n'y a pas moins de deux ministres qui vont diriger la liste : Alain Marleix qui vient de terminer son remodelage des circonscriptions nationales et Brice Hortefeux. Il n'est pas en tête de liste, mais un peu en arrière. Je l'ai eu comme concurrent depuis toujours, depuis qu'il est arrivé en Auvergne, au début des années 90, à la législative pour commencer où il a été battu. J'ai été élu au Conseil général, même scénario. Depuis ces deux échéances, il ne s'est jamais présenté en tête de liste.

À Clermont-Ferrand où on l'attendait aux dernières municipales comme celui qui allait vraiment tout bouleverser... Absent aux régionales ou, maintenant, ministre de l'intérieur, tous les médias disaient : "Mais il est totalement incontournable, cela va être Brice Hortefeux, tous feux tous flammes"... point de Hortefeux.

Et je suis toujours là pour porter ces valeurs et je l'aurais parce qu'il sera quand même tête de liste dans le Puy-de-Dôme et je pense que le débat va être intéressant.

Sur le plan de ce que nous allons porter essentiellement auprès des Auvergnats, en termes de programme, c'est tout simple : le projet humaniste, c'est-à-dire l'Homme. À partir de là, nous allons décliner nos propositions.

L'Auvergnat qui vit en Auvergne, l'Auvergnat qui y travaille, l'Auvergnat qui ne travaille pas parce qu'il y en a beaucoup, l'Auvergnat qui se déplace comment on se déplace en Auvergne, aujourd'hui, ce n'est pas évident, quand on n'habite pas Clermont-Ferrand. L'Auvergnat qui souhaite également que l'on s'inquiète de lui dans sa façon de vivre, etc.

C'est à partir de là que tout simplement et tout naturellement nous allons progresser avec tous nos amis en Auvergne dans cette campagne.

Notre objectif est simple. Il nous faut des élus démocrates en Auvergne. Notre objectif est bien sûr de réaliser un score à 2 chiffres, ce qu'à titre personnel, j'ai toujours fait et ce que nous ferons. Par conséquent, il n'est pas question de parler de deuxième tour, d'alliance, tout cela ne nous concerne pas.

Nous sommes actuellement tous mobilisés pour réaliser un score qui nous permettra de nous maintenir bien sûr au deuxième tour et de faire en sorte que notre Mouvement ait des élus.

François BAYROU. - Je disais jeune, élu, animateur, militant, pour le Centre dans la région Centre. Nous l'aimons tous beaucoup, parce qu'il occupe une responsabilité très active dans nos débats et notre organisation. Nous aimons beaucoup Marc Fesneau.

Il est maire de Marchenoire dans le Loir-et-Cher, président de la Communauté des communes de Marchenoire, conseiller régional sortant et, bien que très jeune, président de notre groupe au Conseil régional de la région Centre.

Marc FESNEAU. - Je viens de la région Centre et c'est forcément hautement symbolique quand on est dans cette famille politique.

Deuxièmement, j'ai un peu - pas à la manière de Jean Lassalle - l'indépendance chevillée au corps, celle des plaines qui ont besoin de voir loin et, troisième élément, j'ai une couleur de cheveux, l'ensemble faisant que je suis à moi tout seul presque un tract électoral !

Simplement pour vous donner quelques éléments de réflexion, je vis à Marchenoire dans une commune que j'aime beaucoup, parce que c'est une commune où j'ai des attaches familiales. C'est important d'avoir des attaches et de pouvoir y rester fidèle, parce que l'on n'a pas toujours l'occasion de pouvoir le faire.

C'est une commune qui vit comme toutes les communes rurales, mais, quand on regarde bien, ce sont souvent les mêmes problèmes que l'on rencontre dans les communes rurales, les territoires urbains ou les territoires de banlieue. C'est le problème du travail qui est loin dans les communes rurales - il est à 30 kilomètres - et il faut s'y déplacer. On voit bien que, petit à petit, il s'éloigne et, dans les territoires urbains, il n'est pas loin, mais, finalement, on n'arrive jamais à l'atteindre. On a bien les mêmes problèmes.

Ce sera un enjeu central. Par rapport à la relocalisation des activités, on a des atouts et des richesses. Il faut en profiter et en tirer partie, premièrement sous la contrainte des moyens pour le faire et, deuxièmement, sous la contrainte du retrait de l'Etat, du désengagement de l'Etat.

Certains problèmes sont déjà évoqués. Il y a la question de la santé, la désertification médicale. Cela veut dire quelque chose ; je le dis devant le président des maires ruraux de France.

On sait ce que c'est que le retrait des services publics, le retrait de la poste, le retrait des médecins, le retrait au fur et à mesure d'un certain nombre de services dans les territoires ruraux et urbains. Il n'est pas question d'opposer les uns et les autres.

Troisième élément : on a un rapport à l'écologie qui est compliqué. On vit donc à la campagne. On pense que l'on est écologiste de tous les matins, mais on a besoin d'évoluer. On a des pratiques qui ont besoin de changer et, en même temps, on vit en permanence les discours portés par certains comme une contrainte, une écologie de la punition, une écologie du "montré du doigt", une écologie de "je dresse les uns contre les autres, les gros contre les petits, les agriculteurs contre le reste du monde, une partie des consommateurs contre les autres, les grandes entreprises contre les petites". Tout cela n'est pas juste, car ce n'est pas cette écologie-là qu'il faut faire.

On porte un projet humaniste et, parce qu'on le porte, on s'intéresse d'abord aux hommes et aux femmes et à leur évolution vis-à-vis de l'écologie.

Pour clôturer, je voulais dire deux choses. Certains nous disent que l'on prend des risques, mais, tous les jours, il y a des gens qui prennent des risques et il y a des gens qui par-dessus les risques sont en situation de désespoir.

C'est invraisemblable de pouvoir dire que c'est bizarre de prendre des risques. On prend des risques, quand on cherche du travail, quand on fait une formation, quand on fait des enfants, parce que c'est un risque sur l'avenir très lointain. On prend des risques dans un tas de situations et je pense que, nous élus, quand on appelle les voix de nos concitoyens, que l'on veut être élu et que l'on refuse de prendre des risques, on fait défaut à notre rôle et à notre mission première.

Le dernier élément, c'est le mot de liberté. C'est l'occasion de remercier, et Jacqueline, et François, et Marielle, et vous tous qui êtes les responsables de notre Mouvement. C'est la notion de liberté. À un moment, on disait que l'on était le Parti libre. On est le Parti de la liberté.

Je pense que, par les temps qui courent c'est bien d'avoir des hommes et des femmes libres. Je pensais, ce matin, à la fable de La Fontaine, "le loup et le chien". Vous la connaissez tous. Je me disais : "Moi, je préfère être un loup qui court libre et sans marque de collier autour du coup".

Rendez-vous le 14 mars à la fin de la course !

François BAYROU. - Après Marc Fesneau, du Centre, on va partir vers le Sud. Marc Dufour a été investi pour conduire notre liste dans la région Languedoc Roussillon.

Comme vous le savez, il a occupé des responsabilités très importantes dans l'entreprise. C'est un homme d'entreprise, un homme de risque dans l'entreprise. Il est aujourd'hui maire adjoint de Montpellier.

Marc DUFOUR. - Chers amis, je suis très heureux de me retrouver devant vous. Merci pour votre accueil, merci François pour ces mots sympathiques. C'est une belle région, le Languedoc-Roussillon, qui va des Pyrénées au Rhône, des hauts plateaux désertiques des Causses jusqu'à la Méditerranée, une terre contrastée avec des paysages forts et, donc, des caractères forts parce que, dans cette région, rien n'est simple et tout est assez marqué.

Ce fut une région qui a fait honte à la démocratie pendant des années et où la droite qui se présente contre nous a gouverné pendant 18 ans en faisant des accords avec le Front national. C'est une gauche excessive par ses propos, outrancière par des prises de position, dans lesquelles le mot humanisme qui est notre marque de fabrique a peu de place.

Alors, je crois que le Modem a beaucoup de choses à faire en Languedoc-Roussillon. C'est une belle région qui, aujourd'hui, est marquée par le chômage, où plus de 12 % de sa population active est au chômage dont une grosse partie de jeunes et où 20 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Je ne crois pas que la misère soit moins pénible au soleil. Alors, nous avons des choses à faire. Le Modem a des choses à dire. Nous allons les dire fort, avec conviction, parce qu'il y a beaucoup de nos amis dans cette région qui ne supportent plus ces clivages, qui pensent que, dans la vie, rien n'est binaire, rien n'est tout noir, rien n'est tout blanc et que la voix que nous représentons, la voix de sagesse, celle qui est la plus éloignée de tous les extrêmes, celle-ci est peut-être la voie gagnante pour le Languedoc-Roussillon. Nous allons attaquer cette campagne avec courage et détermination.

C'est une région où le mistral et la tramontane soufflent forts. Je crois que Sénèque qui disait que les vents ne favorisent que ceux qui savent où ils vont et, en Languedoc-Roussillon, nous le savons.

Merci.

François BAYROU. - Nous allons traverser non plus la Méditerranée, mais l'océan pour aller vers l'Outre-mer, vers les Antilles. Max Orville qui conduira notre liste en Martinique n'est pas présent, parce que, comme vous le savez, en Martinique aujourd'hui, il y a un référendum, biaisé, un référendum réorganisé autour de la même question, alors que les Martiniquais et, d'ailleurs, les Guadeloupéens, Guyanais, aussi avaient voté Non de manière déterminée, il y a six ans en décembre 2003. Eh bien, on revient à la charge, après avoir posé une première question dimanche, il y a 15 jours, à laquelle les électeurs martiniquais ont répondu Non à 80 %, en dépit de la prise de position d'élus très importants : président du Conseil régional, président du Conseil général. Et les électeurs guyanais ont répondu Non à 65 %, alors que tous les élus guyanais quasiment sans exception avaient pris partie pour le Oui.

Cette question de la distance croissante entre les élus et les électeurs, ne croyez pas qu'elle ne soit qu'une question des sociétés d'Outre-mer. C'est aussi la question de nos sociétés métropolitaines.

Je suis très heureux qu'en Martinique, aujourd'hui, nous soyons le seul mouvement politique à avoir dit, avec un grand nombre d'électeurs martiniquais, et j'espère qu'ils seront majoritaires : On ne peut pas vous signer un chèque en blanc en créant une collectivité territoriale unique avec une assemblée unique dont on ignore complètement comment elle sera élue, parce que, comme vous le savez, assemblée unique, cela veut dire aussi pas de recours. Une fois que quelqu'un tient le pouvoir et la majorité, où les électeurs vont-ils trouver un recours en face de lui ?

C'est pourquoi la composition de l'Assemblée, notamment la question de la protection et de la représentation des minorités est une question très importante.

Max Orville est mobilisé en Martinique comme nos amis le sont en Guyane, mais ils nous ont envoyé Otilia Ferreira et je suis très content de l'accueillir à cette tribune.

Otilia FERREIRA. - : Bonjour. Je suis là un peu par hasard. J'étais sur Paris et j'ai eu Max au téléphone hier qui m'a dit : "S'il te plaît, on ne peut pas ne pas y être". Il m'a donc demandé de vous transmettre plusieurs messages.

Le premier est bien sûr notre investissement tout récent en Martinique ; nous avons eu notre première réunion le 25 avril 2009 pour constituer la section Modem de la Martinique.

Nous étions présents pour la première bataille des Européennes. Nous avons eu un taux de réussite pas mal. Nous étions à plus de 9 %, alors que nous avons une semaine seulement d'existence. C'était pas mal.

Nous sommes aujourd'hui dans notre vraie première lutte d'élection. Nous y allons donc avec conviction et force et nous serons forcément gagnants, parce que nous sommes dans un état d'esprit nouveau dans cette Martinique lointaine où, ce qui est très singulier, c'est la répartition des forces politiques qui sont aujourd'hui en défaillance totale par rapport au rôle qu'elles devraient conduire, assouvir et honorer vis-à-vis de la population qui leur a fait confiance depuis tant de décennies.

Ils ont été désavoués le 10. Nous espérons qu'ils vont l'être encore aujourd'hui. Nous sommes aujourd'hui le seul groupe politique en Martinique à appeler au nom de ce vote du 24 et, vous regarderez les informations ce soir, je suis sûre que nous serons très majoritaires.

Nous avons pu réussir cela localement, parce que nous avons eu le soutien de nos forces. Nous avons eu la visite début mai de François, avec Jacqueline et Abdoulatifou Aly qui est revenu, déjà trois fois en Martinique pour nous soutenir dans ce vote pour que l'on arrache l'île aux forces qui la soudoient et qui négligent le peuple.

François est revenu entre le 10 et le 24. Nous l'en remercions encore. Sa voix a été entendue. Notre voix est entendue. Elle le sera désormais.

Nous avons un projet nouveau pour la Martinique : le projet bien sûr que nous soyons toujours encore et reconnus et de pouvoir monter, mais nous avons des valeurs que nous défendons.

Nous défendons le rattachement à la République, alors que, localement, les politiciens locaux tentent de gagner l'indépendance de ce pays comme ils l'appellent.

Cette région, pour nous, est une région française. Nous voulons les mêmes droits que toutes les régions de la France et nous les aurons encore aujourd'hui le 14 et le 21. Nous sommes investis d'un vrai combat. Nous sommes investis par les vraies valeurs qui sont les nôtres, celles du Modem.

Nous avons, en Martinique, différentes problématiques. La plus lourde est bien sûr celle du chômage. Quelqu'un disait tout à l'heure : 12 % dans une région. J'aurais pu sourire, si j'étais un peu coquine, car, nous, c'est plus de 25 % et parce que, nous, les 18-24 ans, c'est plus de 40 %, et cela c'est une honte. Il nous faut donc faire de l'emploi et il y a de quoi relancer l'emploi dans cette île.

Il y a des résidus énormes. L'emploi est dans le BTP. Nous avons tous à reconstruire. Nos bâtiments publics, nos collèges, nos écoles, nos lycées ne sont pas aux normes sismiques. Regardez Haïti. Il n'est pas question que, demain, la Martinique vive la même chose. Nous devons rendre l'honneur à ce pays dans la construction.

Il y a des emplois dans le logement : nos universitaires, nos gamins étudiants n'ont pas de logements. Il faut que nous les accueillons.

Notre population est dans le sous-emploi, la misère, la toxicomanie, les addictions. Nous avons un véritable problème de santé publique. Nous allons nous atteler, nous Modem, à la région, à redresser cela.

Nous avons un problème énorme aussi qui est celui de la pollution. Vous parlez, dans les régions agricoles, ici, de certaines positions. Vous avez forcément entendu parler de la chlore d'écone. La chlore d'écone a pourri le sol de la Martinique. Elle a pourri ses rivières, ses mers. Il n'est pas logique de laisser cet état de fait. Nous devons redresser cela, mettre en place un véritable plan d'étude pour améliorer l'état des sols et relancer la production agricole martiniquaise telle qu'elle doit l'être.

Nous avons comme partout une population vieillissante, une population dépendante, et, de manière tout à fait scandaleuse dans cette Martinique, il n'y a pas d'accueil médico-social correct ni pour les Alzheimer ni pour les dépendances ni pour les personnes âgées tout simplement. Il y a peu d'établissements d'accueil pour les handicapés.

Nous avons tout à reconstruire. Les rivières sont à nettoyer et la population est à remettre au travail.

Nous avons les forces vives. Nous allons les booster. Nous allons recueillir le maximum de voix le 14 et le 21 et je suis sûre que nous pourrons être fiers d'être au Modem parce que nous avons toutes une lutte forte à conduire à mener et à donner à ce pays qui attend tant de nous.

François BAYROU. - Lui est un grand élu local, le maire d'une grande ville préfecture, en Bretagne, et, pour nous, une grande ville préfecture en Bretagne, cela a évidemment une signification très importante. C'est quelqu'un pour qui j'ai beaucoup d'amitié et en qui j'ai une grande confiance. C'est un homme de sagesse, de responsabilité et d'idéal. Je suis très heureux d'accueillir à cette tribune Bruno Joncour.

Bruno JONCOUR. - Mes chers amis, nous voilà une nouvelle fois à la veille d'une échéance dont beaucoup estiment qu'elle va constituer, pour notre famille, une nouvelle étape vers un déclin qu'ils ont programmé, voire tenté d'organiser. Peu s'en désolent, certains en rigolent, quelques-uns caracolent et beaucoup d'autres racolent.

Et nous, dans tout cela ?

Sachant que nous sommes depuis longtemps désormais suffisamment lucides pour savoir que rien n'est écrit ni acquis d'avance, mais aussi suffisamment courageux pour être sûrs que seuls sont perdus d'avance les combats qu'on ne livre pas, nous allons livrer le combat des régionales. Par rapport à ce qu'il est et à ce que nous sommes, il justifie d'être mené avec enthousiasme, audace et courage.

Pourquoi serions-nous, à l'occasion de ce scrutin, incompris parce qu'insoumis ?

Tel est bien le piège qui nous est une nouvelle fois tendu pour nous éviter, sur un enjeu que nous considérons comme essentiel, l'enjeu régional, de dire ce que nous sommes, ce que nous voulons, ce que nous proposons, ce que nous ressentons.

Il faudrait donc céder aux phantasmes érigés en exigence de la pensée unique, selon lesquels on ne peut se déterminer qu'en référence ou en fonction des autres, seule planche de salut pour exister à l'ombre du parti dominant qui pense, qui décide, qui agit pour tout le monde et à la place de chacun.

Disons à nouveau fortement que cette conception de la démocratie musclée, démocratie aux pas de charge est contraire à l'éthique qui est la nôtre et qui fonde notre engagement citoyen, l'expression libre de la diversité des convictions et le respect exigeant du pluralisme des idées qu'accompagne le libre choix des citoyens dans le cadre de la démocratie véritable parce que pluraliste.

Alors, oui, nous allons mener ce combat nous-mêmes, en ne comptant que sur nous-mêmes, pour exprimer nous-mêmes ce que nous pensons nous-mêmes. L'audace, le

courage et, demain, peut-être, la réussite, ce sera d'être restés nous-mêmes et d'avoir mené ce combat en étant restés ce que nous sommes.

Je suis depuis toujours convaincu que le peuple finit toujours par privilégier le courage sur la durée à la facilité dans l'instant, parce qu'il finit toujours par se reconnaître dans ce qui est authentique, authentique donc solide donc durable donc fiable. C'est l'éternel combat du courage contre la peur et de l'indépendance contre l'asservissement.

Démontrons une nouvelle fois que nous sommes bien fondés à revendiquer cette place centrale dans la vie politique qui implique que nous conservions notre liberté donc notre indépendance donc notre identité.

Nous savons, depuis désormais suffisamment de temps, que, parce que le centre existe, il faut qu'il soit libre et que la liberté est précisément ce qui rend crédible ce qui veut être authentique.

Ce combat régional, nous entendons le mener en tenant compte des atouts, de nos convictions et les valeurs qui les inspirent. Nous sommes démocrates et soucieux de défendre la démocratie de proximité qui constitue, pour la cohésion des collectivités territoriales le rempart à l'excès de bureaucratie et la garantie d'une représentation juste et équitable des sensibilités dans leur diversité.

Nous sommes humanistes, à l'appui des orientations qui inspirent notre projet. Nous entendons promouvoir, dans l'action publique régionale, la dimension humaine, car nous avons la conviction qu'elle doit être facteur de cohésion sociale et de développement humain.

Nous sommes des décentralisateurs et régionalistes et l'histoire de notre famille politique s'inscrit dans cette réalité qui, aujourd'hui, doit être préservée et renforcée, d'autant que la tendance à la recentralisation vers laquelle on veut insidieusement s'orienter constitue un risque réel de perte d'autonomie des collectivités territoriales et engendre d'autres conséquences lourdes pour la démocratie locale et la présence des services publics. Là, ils sont indispensables pour l'équilibre du territoire et le maintien du lien social.

Nous sommes européens et je suis de ceux qui considèrent que l'entité régionale doit avoir une dimension européenne, car les politiques de développement dépendent largement, qu'il s'agisse d'une réalité stratégique dans les principaux pays de l'Union européenne et qu'il y a lieu aussi, pour les régions françaises, de contribuer dans le rôle qui est le leur à la construction d'une Europe telle que nous la voulons, une Europe des peuples, des citoyens, une Europe de proximité, une Europe humaine.

Nous sommes au centre, c'est notre identité, notre originalité, notre liberté. Entre ceux qui ont décidé de détourner l'enjeu du scrutin régional au profit de considérations liées à l'appréciation de la politique gouvernementale et ceux qui, empêtrés dans leurs contradictions et leurs ambitions, vont assurer le service minimum pour sauver la face, nous sommes au centre de l'enjeu régional, tel qu'il doit être perçu, compris et considéré.

Il nous revient la mission d'être en première ligne pour permettre l'expression de la démocratie sur le véritable enjeu, sur les vrais sujets et sur l'importance que revêt cette échéance pour l'avenir des territoires régionaux.

Mes chers amis, sans doute aurez-vous compris que, en Bretagne, nous entendons mener pleinement ce combat, dans le cadre d'un rassemblement de celles et de ceux qui se reconnaissent dans ces mêmes valeurs et qui portent, ensemble, le même projet régional pour l'aménagement, le développement, la cohésion et le rayonnement de notre région.

La Bretagne, notre région, son identité forte, son caractère, son authenticité, son histoire, son attachement à l'Europe et à l'ouverture au monde, nous allons la situer au centre de notre combat.

La Bretagne, où notre sensibilité est historiquement enracinée, parce que les mêmes valeurs qui nous unissent y sont partagées, mérite un autre combat pour son avenir qu'un duel qui opposerait deux camps, l'un contre l'autre, alors qu'elle a toujours voulu et su se fédérer lorsqu'il s'agit d'elle-même. Il n'existe pas de Bretagne de droite, pas plus qu'il existerait une Bretagne de gauche. Il existe la Bretagne que nous voulons placer au centre, au centre du combat pour son avenir.

C'est ce qui nous anime, c'est ce qui nous motive, c'est ce qui nous rassemble et c'est pour cela que nous sommes déterminés, enthousiastes et mobilisés jusqu'au 21 mars, qui consacra le printemps breton.

François BAYROU. - Nous étions à l'Ouest et nous passons à l'Est.

Christophe Grudler va mener notre liste en Franche-Comté. Il vient d'avoir le prix international du journalisme pour les jeunes. C'est un élu, conseiller général du territoire de Belfort. Je suis heureux de l'accueillir en votre nom à cette tribune.

Christophe GRUDLER. - 44 ans, marié, 3 enfants, conseiller général de Belfort depuis 1998 et journaliste de métier, auteur de livres d'histoire également consacrés à ma région, la Franche-Comté, notre belle région de Franche-Comté où je suis né, où je vis, où j'ai mon cœur et mes tripes.

Merci à tous les Francs-Comtois qui sont venus dans cette salle aujourd'hui.

J'ai réfléchi rapidement, improvisé un petit discours rapide, pour vous dire quel était le message fort que la Franche-Comté voulait vous envoyer aujourd'hui.

Quelle exemplarité nationale pourriez-vous apporter la Franche-Comté ?

Pour avoir sillonné nos quatre départements depuis un mois, il y a des petites thématiques qui se dégagent comme celle-là : tout d'abord, les Francs-Comtois, nos adhérents de Franche-Comté nous demandent globalement de fortifier nos régions. Nous devons avoir un discours beaucoup plus tonique par rapport au fait régional dont nous sommes sans doute la famille politique la plus représentative.

Aujourd'hui, il y a un consensus terrible dans les régions ; une grande partie a basculé en 2004, mais les politiques ont continué, ce sont les mêmes. On suit, sans logique. C'est la "région carnet de chèque". On donne des aides aux uns et aux autres. Ce n'est pas la région que l'on aime, ce n'est pas la région qui impulse, qui donne des idées, qui est leader, la région qui propose des solutions aux gens pour sortir de la crise. C'est au contraire quelque chose de très apathique.

Ce que l'on dit là, cela dérange complètement tout le monde, les régions de gauche, les régions de droite, même s'il n'y en a plus beaucoup, mais c'est un fait et j'aime bien dire que, au Modem, nous sommes, là aussi, pour être des empêcheurs de penser en rond. C'est une valeur à laquelle je tiens fortement.

Le deuxième message que l'on va vous donner, les militants de Franche-Comté, c'est le message que nous devons rassembler nos forces et nous devons, déjà en interne évidemment, au Mouvement Démocrate, dépasser les écueils que vous connaissez tous et toutes, la querelle des origines, la lutte des places pour constituer des listes régionales. Tout cela, nous devons le dépasser pour réussir le message que nous voulons porter pour le Modem. Peu importe d'où nous venons, ce qui m'importe, c'est ce que nous voulons faire ensemble.

Le dernier élément qui correspond totalement aussi à ma personnalité, c'est le fait de dire qu'en politique, il faut de la volonté. On dit que, vouloir, c'est pouvoir.

Mais le germe de la réussite.

Cette campagne est en nous et en nous seuls.

Il y a un homme qui devait s'appeler Xavier de Draguignan qui avait dit cette phrase merveilleuse : « J'essaierai, n'a jamais rien fait. Je voudrais, a fait de grandes choses et, je veux, a fait des miracles. »

Alors, nous n'avons pas besoin de miracle, nous, au Mouvement Démocrate. Nous avons besoin de volonté et, avec cette volonté, nous réussirons à mener ensemble une campagne victorieuse.

Merci à tous.

François BAYROU. - Toujours à l'Est et toujours journaliste, je vais vous présenter celui qui va mener, pour nous, la campagne en Lorraine. Claude Bellei a été un journaliste important. Il a été le patron d'une grande rédaction de plusieurs grandes radios et il est revenu dans sa région natale où il est maire de Vantoux. Il est profondément enraciné dans la réalité lorraine.

Claude BELLEI. - Merci de votre accueil.

Je vous transmets le salut amical de la Lorraine toute entière, une lorraine fière, courageuse, vous le savez, mais une Lorraine qui souffre aussi.

En un an, le chômage a progressé de 25 % dans notre région. C'est la raison pour laquelle nous considérons que, la région de demain, la région ne peut plus se contenter de gérer les affaires courantes, de subir les coups répétés qui lui sont portés sans réagir autrement que par des mesures ponctuelles, des cautères sur une jambe de bois.

Ce qu'il faut à cette région, comme à nos régions, c'est un grand projet, un grand dessein, un grand espoir... un espoir raisonné, un espoir maîtrisé, un espoir responsable, mais soyons, nous, des créateurs d'espoir.

Il se trouve que, nous, en Lorraine, nous avons peut-être cette idée créatrice d'espoir, une idée fondée, juste, possible. C'est celle de refonder une grande industrie créatrice d'emplois dans notre région.

Nous avons longtemps vécu, vous le savez, sur des richesses naturelles qui s'appelaient le minerai de fer, ce que l'on appelle chez nous "la minette", puis il y a eu le charbon, l'or noir. Dieu merci, il nous reste encore une grande matière première et qui, contrairement aux deux autres, n'est pas polluante et, en plus, est renouvelable. Cette grande matière première sur laquelle nous voulons, nous pouvons refonder une grande industrie qui redonnera la prospérité à la Lorraine, c'est le bois : 850 000 hectares de bois dans notre région, de forêts harmonieusement répartis dans nos deux départements.

Nous avons donc, là, un ingrédient majeur de notre réussite. Redynamisons cette filière, relançons cette activité pour en faire encore une fois une grande industrie qui peut créer des milliers d'emplois. Il ne s'agit pas de sauver, même si l'on continuera à le faire naturellement, 5 ou 6 emplois par là, d'échapper à la suppression de 3 ou 4 postes par-ci.

Il faut une grande ambition, un grand dessein. Nous pensons que, ce grand dessein, nous pouvons l'atteindre. Il faudra naturellement des investissements, c'est pour cela que la région devra jouer comme elle le devrait le rôle d'incitateur, de facilitateur. Il faut que la région soit le moteur et qu'elle prenne en compte tous les apports que peuvent nous apporter l'Europe, l'Etat et les autres départements.

Il se trouve que, dans ma région, le président de la région sortant ne parle pratiquement pas au président du Conseil général du principal département de cette région, la Moselle. Comment voulez-vous que l'on avance ? Comment voulez-vous que l'on nourrisse nos forces, qu'on les augmente pour arriver à quelque chose de concret ?

Nous, demain, parce que nous sommes ce que nous sommes, ni de droite ni de gauche, de manière sectaire, nous pourrions peut-être entamer et avoir un vrai dialogue avec les élus socialistes, les élus UMP, avec d'autres. C'est une chance que nous avons et je pense que,

si nous réunissons les forces, si nous organisons autour de nous, on trouvera les investissements nécessaires à réunir.

Il faut de la volonté politique et il faudra bien sûr le troisième volet de la formation. Cette grande filière industrielle a besoin d'autant d'ouvriers que d'ingénieurs que de chercheurs.

Voilà le grand dessein que nous portons. Je sais qu'en en Alsace cette préoccupation est aussi la leur. C'est quelque chose auquel nous croyons beaucoup.

Nous allons apporter une réponse concrète, pas de la réponse conjoncturelle, mais de la réponse structurelle, au grand mal qui continue à nous tuer progressivement, si l'on ne progresse pas, c'est-à-dire le chômage.

Avant de terminer, en Lorraine, nous avons naturellement respecté la parité indispensable pour la constitution de nos listes, mais que nous avons, sur les quatre départements, deux femmes qui sont têtes de liste : Nathalie-Michèle Mercier dans les Vosges, Danièle Noël en Meurthe-et-Moselle, le Dr Cousin qui conduira la liste dans la Meuse et, avec moi, Catherine Maillot.

Nous pensons que, tous ensemble, hommes et femmes, nous pouvons contribuer, modestement, mais avec détermination, à faire sortir notre région de la crise dans laquelle nous ne croyons pas qu'elle est inéluctablement plongée.

François BAYROU. - De l'Est au Sud-Ouest, mais pas tout à fait, dans une région dont on a beaucoup parlé ces derniers temps, dans laquelle notre présence et notre affirmation sont commentées, représentent un fait politique et dans laquelle nous présentons des candidats qui valent la peine, à savoir en Poitou-Charentes, Pascal Monier conduira notre liste... Chaleureux applaudissements.

Applaudissements...

Je vois que vous avez compris !

Rires....

Conformément à la décision unanime de toutes les instances de notre Mouvement, chaque fois qu'elles ont été consultées, y compris de l'Assemblée générale des responsables et des adhérents de Poitou-Charentes réunis par moi-même, il y a 15 jours, à Angoulême, Pascal Monier conduira notre liste en Poitou-Charentes. On ne peut pas imaginer meilleur enracinement. C'est un universitaire, professeur d'économie, qui a 42 ans. Pascal Monier a été, pendant cinq ans, ces dernières années, le directeur de l'IUT d'Angoulême en Charente et il est vice-président de l'université de Poitiers, en Poitou, chargé de l'orientation et de l'insertion des étudiants.

Je l'accueille en votre nom.

Pascal Monier. - Chers amis, bonjour.

Poitou-Charentes... Vous vous rendez compte ce que le Comité régional du tourisme a réussi à faire ces dernières semaines pour cette région absolument formidable ! Nous avons une région qui est au cœur de l'actualité et cette région le mérite.

C'est une région du bien vivre, une région des productions diversifiées, une région à taille humaine, une région des agglomérations à taille humaine, une région de la solidarité et une région de l'équilibre. C'est cet équilibre que les politiques régionales actuelles interrogent, des politiques du slogan, des politiques du trompe-l'oeil, des politiques de la rupture aussi qui ne correspondent pas à ce que sont ces acteurs du territoire.

Ces politiques-là ne sont pas en accord avec l'équilibre de la région et nous souhaitons, en Poitou-Charentes, être ceux, dans ce temps-là, dans ce temps compliqué, dans ce temps de crise, qui portent l'équilibre, qui garantissent l'équilibre de cette région Poitou-Charentes sans obérer l'avenir ni l'ambition. Nous sommes ceux qui voulons porter l'équilibre de cette formidable région Poitou-Charentes.

Pour cela, nous irons, oui, François, au combat. Pour cela, dans les prochaines semaines, nous ferons ces propositions pour la ruralité, pour la formation, pour les artisans, pour les PME, pour le tissu économique, pour la solidarité. Nous ferons ces propositions qui sont des propositions d'équilibre pour la région Poitou-Charentes.

Je suis un formateur. Imaginez, quel est le sens de mon engagement ?

Le sens de mon engagement, c'est, quand je vois des jeunes qui portent sur leurs épaules ce poids du chômage qu'on leur promet, ce poids du déclassement que l'on annonce, ce poids de cette société injuste qu'on leur sert, quand je vois ces jeunes et que je sens que l'on réussit à libérer en eux cette formidable envie de croquer la vie.... Tout cela nous montre que nous pouvons, dans la solidarité et dans l'humanisme, intégrer, inclure et mobiliser.

C'est cela le sens de mon action, c'est ce que je veux porter en Poitou-Charentes dans cette région d'équilibre à travers ce combat que nous allons mener dans les prochaines semaines.

François BAYROU. - Je vais appeler à cette tribune celui qui conduira notre liste en Basse-Normandie, à savoir Rodolphe Thomas, une personnalité tout à fait originale, forte, très attachante et, électoralement, auteur d'exploits.

En France, il y a une ville qui était réputée depuis des années et des années strictement imprenable par quiconque n'était pas dans l'orthodoxie la plus à gauche possible.

Puis, un jeune garagiste qui était dynamique, animateur associatif, a dit : "Moi, je vais me présenter, parce qu'Hérouvillais, je le suis, créateur d'emplois, je le suis, animateur associatif, je le suis". Et il s'est présenté à Hérouville-Saint-Clair et il a été, à la surprise générale - sauf à la mienne, parce que j'avais annoncé le résultat ! -, élu maire de Hérouville-Saint-Clair.

Après, il est devenu député du Calvados et, après, il y a eu la vague que vous savez et, en pleine vague, il a repris la mairie de Hérouville-Saint-Clair et il a pris un canton qui appartenait au PC exactement à l'encontre de ce qu'a été, à cette époque, le résultat général des élections.

J'ai beaucoup d'affection pour lui, j'ai de l'admiration pour lui. Je vous présente Rodolphe Thomas, tête de liste en Basse-Normandie.

Rodolphe THOMAS. - Merci.

Bonjour à tous, je suis très heureux, comme celles et ceux qui sont là derrière moi, d'être parmi vous. C'est très important, c'est un rendez-vous le lancement de cette campagne. Je suis fier de faire partie de cette formidable aventure démocrate, humaniste que je souhaite faire partager à l'ensemble des habitants et, tout particulièrement, aux habitants, je ne dirai pas de la Basse-Normandie, mais la Normandie, Danièle.

Là, je m'adresse aux Normands. Il va falloir aussi que l'on valorise ce territoire et, psychologiquement, c'est toujours désagréable d'être rabaissé ! Donc, chère Danièle, avec tout l'amour que je te porte, il va falloir que l'on trouve un "chabadabada" équitable et équilibré, au travers de ces prochains rendez-vous après les élections.

François l'a rappelé tout à l'heure, la région est l'échelle la plus pertinente demain avec la réforme des collectivités. 2014, on a 3, 4 ans devant nous pour montrer que l'on est une véritable force de proposition et, au travers de toutes ces années qui vont arriver, il va falloir encore une fois, au travers de ces réformes, faire acte de présence bien sûr, mais aussi être force de proposition, au-delà des compétences légales aujourd'hui au niveau de la région.

On l'a dit tout à l'heure, le problème de la santé : certaines régions ne prennent pas suffisamment la mesure de ce problème au travers de la désertification du milieu médical.

On ne prend pas suffisamment en mesure la formation, et c'est un domaine auquel je suis très attaché. François a rappelé que je suis garagiste, difficilement actuellement avec mes fonctions, mais sachez bien que, lorsque l'on accueille des jeunes, le plus beau succès, pour

moi et pour nous, pour les formateurs, pour les tuteurs, pour les commerçants que nous sommes, pour les chefs d'entreprise, c'est de les accompagner au travers de leur parcours professionnel et de donner du sens à leur vie, leur vie d'adolescent, d'adulte et qu'ils aient un véritable bagage. Depuis, maintenant 2001, je me bats sans cesse et j'ai la volonté. C'est ce qui m'anime avant toute chose.

La région en ce qui concerne la Normandie, c'est près de 24 000 jeunes de moins de 26 ans qui sont laissés pour compte, ainsi que tous les "au-delà de 26 ans". On parle souvent des jeunes, mais on est jeune à partir de quel âge ? On est moins jeune à partir de quel âge ? On fait plein de mesures de 16 à 26 ans et, après, 27 et 28 ans, que fait-on ?

À Hérouville, on met tous les outils disponibles avec des aides financières, de l'ingéniosité pour trouver de véritables parcours d'insertion professionnelle.

Ce sont des domaines où je souhaite agir fortement avec une particularité. J'alerte ou plutôt je sensibilise mes collègues sur la clause d'insertion dans les marchés publics.

Il est inadmissible aujourd'hui que les collectivités territoriales que ce soit les départements ou les régions, ou même locales, ne mettent pas des clauses d'insertion dans les marchés publics.

Lorsqu'une entreprise fonctionne, comme l'a rappelé le président de la République sur le plan de relance, 75 % des investissements sont faits par les collectivités et, quand ce sont les deniers publics, il faut engager impérativement les entreprises à embaucher des jeunes ou des moins jeunes dans l'insertion sociale professionnelle avec une véritable clause.

Là, on sait où va l'argent, on donne du sens à l'action publique et, là-dessus, je vous engage à travailler dans ce sens.

La Normandie a un territoire extraordinaire au travers de ses vergers, ses pommes, son agriculture et au travers bien sûr malheureusement de la crise laitière que nous traversons.

Dans la Normandie, on a un tissu, un développement économique qu'il faut privilégier, préserver et je ne sens pas particulièrement les élus de l'UMP comme de gauche soutenir cette filière agricole et particulièrement les tiers.

Ils vivent vraiment un choc que nous ne pouvons pas ne pas accompagner. Je dirai éventuellement plein d'autres choses qui me passent par la tête. On parlait aussi de l'économie et de l'écologie, de réconcilier l'économie et l'écologie. C'est très important.

On a vraiment un parcours, une fenêtre de travail, à condition d'être force de proposition et il y a des financements - je le dis souvent dans notre Normandie -, des contrats de projets région.

On parle de la région, mais aussi que peut apporter l'Europe à la région ? Que peut apporter la région ou ses territoires avec une véritable politique d'équité territoriale entre le monde urbain et le monde rural ? Il y a des subventions disponibles pour ces collectivités territoriales. En Normandie, nous avons consommé à mi-parcours à peine 20. Je trouve cela inadmissible qu'une collectivité territoriale.... Après, on va jeter la responsabilité sur la gauche, la droite : "Oui, on manque de ceci et de cela", alors que l'on a tout à la portée de la main.

On a des financements européens. Travaillons dans ce sens pour avoir de véritables projets structurants et, quand ce sont des projets structurants, cela sert l'économie locale et le cadre de vie du territoire et, réconcilier l'entreprise et l'économie sociale et solidaire, c'est tout à fait important, quand on parle de cela, il faut réconcilier l'entreprise et l'économie sociale et solidaire, car l'économie sociale et solidaire ne pourra être vraiment mise en action que si nous travaillons avec le monde économique et l'entreprise tout particulièrement et, là, on a une idéologie, une opposition sur laquelle on ne pourra pas continuer indéfiniment.

Si l'on veut créer de l'insertion, de l'emploi, des jeunes, les moins jeunes, il faut donner du sens à l'action politique. C'est pour cela que je suis là devant vous. J'espère que, dès le

premier tour, on va créer la surprise. De temps en temps, on me dit : "On sent quelque chose". Oui, on sent beaucoup de choses au travers de cette campagne particulièrement en Normandie.

Moi, je souhaite bien sûr accompagner une équipe qui est une petite équipe, qui est ici, en haut à gauche !, qui se mobilise et qui a vraiment la volonté et l'ambition d'en découdre - je dis bien d'en découdre - et de batailler dur, fermement et que l'on soit en capacité de relever ce véritable défi, un défi pour les générations futures, même si j'ai 47 ans, même si je ne les fait pas, me dit-on !

Rires...

Je me défendrai bien sûr avec une équipe et capable de relever... j'arrête ! Et avec François et toute son équipe.

Merci.

François BAYROU. - Merci, Rodolphe.

De garagiste élu à élu architecte, je vais maintenant vous présenter Jean-Jacques Bélézy qui conduit notre liste dans le Limousin. Il est conseiller régional sortant du Limousin. C'est un des premiers architectes en France qui s'est intéressé ou spécialisé dans l'architecture environnementale, l'architecture à la recherche des maisons, qui, non seulement dépensent moins, mais qui peuvent arriver à produire plus d'énergie qu'elles n'en dépensent elles-mêmes.

Je suis heureux de vous le présenter. Il est conseiller municipal de Limoges.

Jean-Jacques BÉLÉZY. - Merci de votre accueil, merci François pour ces mots.

Evidemment, je vais parler de ma région parce que ma région est magnifique, ce que, je sais, vous n'êtes pas nombreux à savoir. Une de nos missions en Limousin, c'est de dire que, nous, on est au centre, au centre vert, c'est-à-dire vers le centre ouest où il y a beaucoup de prairies et de forêts.

C'est un endroit où il fait très bon vivre et, malheureusement, nous sommes une petite région. Nous ne sommes pas très peuplés. On fait moins de bruit que la Corse, mais le Limousin est magnifique.

J'espère que, pendant cette campagne, vous allez entendre parler de nous et que nous allons faire passer le message qu'il est extrêmement bien de venir chez nous.

Le Limousin est une terre politiquement difficile, parce qu'elle a une histoire avec le courant socialiste qui est pratiquement né chez nous, lié à l'histoire de l'industrialisation, mais, nous centristes démocrates, nous avons une richesse et je veux le dire à tous ici, une richesse sensationnelle : nous pouvons écouter tous les autres, ceux que, géométriquement, les médias nous placent à gauche ou à droite, mais nous sommes au coeur de ce qu'attendent nos concitoyens et, ce que je veux représenter, dans cette campagne, c'est cela. Suite à l'écoute des gens qui sont très en attente d'une autre politique, nous devons porter ces messages qui reviennent vers eux qui leur font des propositions, qui les concernent directement.

Évidemment, nous allons faire des propositions qui vont dans ce sens, dans le sens de ce qu'attendent les gens de ces nouvelles politiques qu'il faut que nous mettions en place, que l'on arrête d'attendre que ce soit l'État qui décide ceci ou cela.

Je suis un profond régionaliste depuis toujours. Je suis extrêmement fier d'appartenir à ce Mouvement, je crois, à peu près le seul dans le panorama aujourd'hui qui voudrait que le pouvoir des régions se renforce. C'est l'idée que j'ai défendue avec mon collègue Jean-Claude Deschamps qui va diriger la liste en Corrèze au Conseil régional. C'est que nous sommes suffisamment forts pour avoir des idées par nous-mêmes et d'inverser l'inéluctable les crises que nous avons vécues.

Nous avons effectivement des sites industriels qui souffrent beaucoup des délocalisations. Je veux, comme vous l'a dit François, réorienter l'économie vers l'économie verte. C'est là où le monde va créer des emplois. Je veux qu'en Limousin, nous construisions des équipements qui utilisent les énergies renouvelables.

Il y a très peu d'endroits en Europe où cela se fait. Nous avons l'image, pour le faire. Nous sommes une région verte et nous pouvons fabriquer de l'économie verte. Nous avons des espaces ruraux importants, mais nous devons être avec nos agriculteurs qui souffrent parce qu'ils n'ont pas la dignité du revenu qui convient à leur travail.

Il y a des équations qui me font mal en comparant le prix que l'on donne aux agriculteurs et le prix que paient les consommateurs. Je veux que l'on trouve des solutions pour que les agriculteurs touchent réellement ce qui leur revient dans les prix auxquels sont vendues les marchandises dans les commerces.

Et nous avons un territoire au relief difficile. Il y a des gens qui ne bénéficient pas des nouvelles techniques que sont l'ADSL - c'est un terme compliqué, mais c'est Internet à haut débit -, qui ne bénéficieront pas tous de la télévision, lorsque l'on aura coupé la télévision hertzienne et, comme on est une petite région on ne s'en occupe pas beaucoup à Paris, c'est bien d'être à côté de ces Limousins et dire : "Nous allons vous aider et avoir du poids pour que vous puissiez tous bénéficier du minimum qui doit être donné aujourd'hui à chacun des habitants."

Enfin je voudrais terminer par quelque chose d'important : l'avenir des jeunes. François, dans ses vœux, l'a rappelé. J'ai bien aimé, nous faisons de la politique pour nos enfants.

Nos enfants, si on les rapproche du pouvoir de la région, je veux que nous ayons des lycées exemplaires.

J'ai eu l'occasion de beaucoup discuter avec les jeunes de Claudius Petit. Ils avaient une phrase, un argument important. Ils disaient : "L'école, on apprend, c'est bien, mais, dans la cours du lycée, on a souvent oublié de mettre une statue, c'est-à-dire une référence. Cette référence, c'est l'objet, la chose que l'on regarde, que les enfants regardent en se disant : Quelle est la signification ? Qu'est-ce que je peux apprendre de cela ?

Je ne vais pas proposer de mettre des statuts dans les lycées, mais je voudrais que les lycées soient exemplaires par leur gestion, par leur construction, par leur fonctionnement, pour que nos jeunes français apprennent ces nouveaux modes de vie que nous devons avoir pour que les hommes vivent mieux sur la planète, dans les années qui vont suivre, pour que l'on utilise des énergies renouvelables, pour que l'on essaie d'éviter de consommer trop d'énergie, pour que nous utilisions mieux les transports en commun et, surtout, que l'on apprenne à vivre ensemble, toutes les catégories sociales, toutes les origines, pour que le lycée soit ouvert aussi vers les gens des âges différents, le soir, comme tu l'as proposé, François.

Voilà les quelques idées que je voulais vous transmettre, que nous portons avec Jean-Claude Deschamps et Nathalie Pagani. Nous allons faire une campagne qui j'espère va vous marquer. Vous regarderez le soir du 14 et du 21 mars les résultats en Limousin et vous viendrez nous voir juste après.

François BAYROU. - Après le Limousin et Jean-Jacques Bélézy, nous repartons vers le Nord, une région qui souvent se vit comme méconnue, alors qu'elle est une région formidable, très intéressante. France Mathieu conduit la liste dans la région Picardie.

France Mathieu a été adjointe au maire de Laon. Elle est conseillère régionale sortante, elle a animé le Comité du tourisme de Picardie et elle conduira notre liste.

France MATHIEU. - Je suis toujours aussi émue et, pourtant, je suis quand même d'expérience, puisque je suis engagée en politique depuis la création de l'UDF et j'ai connu Marielle et François. J'ai évolué avec eux parce que liberté et indépendance sont mes mots favoris et j'essaie de les appliquer.

Les valeurs du Mouvement Démocrate également... J'ai beaucoup de points communs. J'ai déjà eu l'occasion de le dire à François, parce que je suis originaire du Nord, d'une famille de petits exploitants, pas les grosses fermes avec des vaches laitières. Je sais donc ce que c'est que la vie paysanne.

Parallèlement à ce que je fais en politique et au Conseil régional et ce que j'ai fait également dans une mairie puisque j'ai été première adjointe, j'ai acheté une ancienne ferme dans la Somme et j'y exploite des gîtes et des chambres d'hôte. Cela me permet de poursuivre un peu le côté relationnel que j'aime beaucoup, c'est-à-dire que j'y accueille des hommes et des femmes, des étrangers, mais également des Picards, parfois, comme ce week-end, parce que j'ai 12 personnes chez moi - heureusement, mon mari est resté là-bas ! -, qui viennent découvrir la Picardie parce que c'est vrai que la Picardie.... J'ai oublié de dire quelque chose d'important : j'ai 4 enfants et 10 petits-enfants - c'est mon premier engagement d'ailleurs dans ma vie de femme - dont 2 petits haïtiens que mon fils aîné a adopté il y a deux ans. C'est vous dire que, depuis une semaine maintenant, on est très ému à chaque fois que l'on voit ce qui se passe là-bas.

Je reviens un peu à la Picardie, j'y suis vraiment ancrée. J'aime ma région, parce que c'est une belle région méconnue. Lorsque j'étais présidente du Comité régional de tourisme, j'avais engagé un jeune qui est toujours resté là - c'est dire qu'il est bien -, puisque l'équipe en place qui, maintenant, est socialiste l'a gardé et nous avons inventé un terme qui était : Ambassadeur de Picardie. Les Picards étaient les ambassadeurs de leur propre région.

J'aime autant vous dire que, maintenant, lorsque j'accueille des personnes, nous avons des beaux documents, parce que c'est vrai que la région menée par les socialistes fait peut-être un peu plus de dépenses en communication que nous n'en faisons, mais, malgré tout, c'est profitable à notre région. Cela l'a fait connaître davantage.

Nous avons trois départements, j'espère qu'ici tout le monde connaît la Picardie, mais au cas où vous ne la connaissiez pas, nous avons trois départements tout à fait divers.

Nous avons beaucoup de difficultés à exister parce qu'un peu enclavés entre l'Île-de-France - bien sûr, on ne peut pas concurrencer l'Île-de-France - pour l'Oise avec la Champagne Ardenne, Reims à côté de l'Aisne et avec Lille qui est également une grosse métropole. Nous essayons donc d'exister entre ces trois points importants. Je pense que nous commençons à y arriver.

Je suis catastrophé à chaque fois que, sur des journaux, ont dit : La Picardie est en retard pour ceci, la Picardie est à la traîne pour cela. Je dis que l'on a trop tendance à baisser les bras.

Si nous nous sommes engagés avec tous les colistiers, qui sont d'ailleurs formidables et avec lesquels nous allons former une équipe dynamique qui va tout transcender, c'est parce que nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité et que l'on peut facilement retourner la situation.

Par exemple, je leur dis, depuis le début de la campagne que, et c'est peut-être parce que j'ai eu des enfants, mon fil conducteur, ce sont les jeunes, l'avenir des jeunes, les générations futures et, comme on le disait dans le petit livre orange que je lis - c'est ma bible -, même ceux qui ne sont pas encore nés.

Actuellement, si l'on n'essaie pas de redresser la barre au niveau de la formation, de l'éducation, de l'environnement, de notre planète, des emplois, à tous les niveaux, qu'allons-nous laisser à toutes ces générations ?

Pourquoi cela se passe-t-il déjà au niveau de la région ?

Au niveau de la région, il y a vraiment beaucoup de choses concrètes à faire pour toute cette jeunesse.

Puisque l'on parle de jeunesse, évidemment, les familles sont également concernées, parce que, lorsque je suis allé sur un marché, il y a quelques jours, j'interrogeais des jeunes qui étaient sur le marché et je leur disais :

- "Alors ? As-tu un projet ?".
- "Oui, nous, on travaille à l'école".
- "C'est bien, tes parents t'aident-il ?"
- "Eh bien, non. Eux, ils ne sont pas allés à l'école et ils ne travaillent pas".

Je leur ai dit : "Vous voyez l'intérêt de bien travailler à l'école ? Vous au moins, tous les matins, vous irez à votre travail".

Certains - c'était même étonnant - qui n'étaient pourtant pas très vieux me disaient : "Oui, c'est vrai, Madame, il faut que l'on se cultive".

Voyez, je crois que c'est vraiment quelque chose qu'il ne faut pas perdre de vue, quand on pense que les jeunes sont un peu désorientés. C'est peut-être vrai, mais il y a un petit quelque chose à faire tel qu'être à leurs côtés, établir un suivi parce que, là aussi - c'est un de mes chevaux de bataille -, c'est à l'origine qu'il faut prendre le mal, c'est-à-dire dès la maternelle et dès le CP. Je le dis 'autant plus que ma fille est enseignante dans une CP. Par exemple, ils ont supprimé les RASED ; nous, au Conseil régional, on peut certainement faire des choses.

Vous l'avez compris, je suis persuadée qu'avec tout ce que nous allons mettre en place comme mesures, le Modem fera un bon score en général le 21 mars.

François BAYROU. - Grande région, France Mathieu vient d'y faire référence puisqu'elle a parlé de Lille comme rayonnement, celle du Nord-Pas-de-Calais.

Je ne vais pas vous le présenter parce que vous le connaissez très bien. Je rappelle qu'il est maire de Saint-André-Lez-Lille, conseiller général du Nord et vice-président de la communauté urbaine lilloise. Je vous présente Olivier Henno.

Olivier HENNO. - Chers amis, cher François, le Nord-Pas-de-Calais, c'est d'abord une terre de solidarité. On a chanté que nous avons, dans le coeur, le soleil que nous n'avons pas dehors. Nous sommes aussi caractérisés maintenant comme les Ch'tis.

Ma première pensée, celle que j'avais ce matin dans le coeur avec une certaine joie et une certaine gaieté, c'était pour mes voisins, amis, sympathisants du Modem, qui ont choisi d'adopter deux enfants haïtiens et qui, après des jours d'angoisse, de peur, de crainte, étaient tout à l'heure en train d'aller les chercher à l'aéroport de Roissy. C'est la première pensée que j'ai pour eux.

Dans cette élection régionale, je crois que nous sommes porteurs d'une espérance, celle d'être la vraie force d'innovation régionale.

La première chose que je voudrais vous dire avec notre équipe, c'est le sentiment que nous avons. Nous sommes regardés par les électrices et les électeurs comme une grande liste et il n'appartient qu'à nous d'occuper la place centrale dans ce débat que François avait occupé lors des présidentielles de 2007.

Nous sommes une force d'innovation régionale parce que nous sommes sympathiques et singuliers. Voyez-vous, ce sont deux valeurs importantes. Il suffit de regarder nos différences, nous sommes différents.

Un rapide tour d'horizon, et d'abord se tourner peut-être vers la droite : évidemment les Ch'tis n'ont rien de commun avec Marine Le Pen, ni les idées extrêmes ni son mode de vie. Elle n'est pas des nôtres et je n'en parlerai pas plus longtemps. Cela ne mérite pas mieux !

Maintenant, l'UMP ou la majorité présidentielle : au fond, ils ont seulement deux thèmes de campagne. Le premier, c'est la nationalisation du scrutin qu'a voulu le Président de la

République et c'est bien faible pour des élections régionales. Le deuxième, ce sont les impôts locaux, alors que, comme nous l'a montré Jacqueline Gourault, aujourd'hui, les régions n'ont plus d'autonomie fiscale. On n'est pas capable, en région, d'augmenter les impôts ni de les baisser. C'est donc un argument tout à fait faux.

Nous sommes donc différents de l'UMP du point de vue des idées, mais nous sommes différents aussi du point de vue des valeurs.

Je dirai juste un mot parce que cela me choque énormément, de l'affaire Proglia. M. Proglia nommé par le président de la République est à la fois en charge d'intérêts des Françaises et des Français, d'une entreprise publique l'EDF, une entreprise qui nous concerne, et de Veolia qui est conduite par des actionnaires.

J'ai juste une toute petite question à poser au moment des grands choix de M. Proglia : quels seront ceux qui seront lésés ? Je pense que ce sera plutôt la force publique.

Maintenant, tournons-nous vers la gauche et le Parti socialiste. Quelle différence avec nous ? Le Parti socialiste, on a un peu le sentiment que c'est comme ces équipes qui rentrent sur le terrain de football ou de rugby et qui se disent qu'elles ont déjà gagné le match avant de l'avoir joué. Elles ont le sentiment d'avoir déjà gagné le match avant d'être rentrées sur le terrain, même peut-être avant d'être rentrées dans les vestiaires et sur le stade. C'est une grosse différence avec nous.

Un dernier mot sur le tour d'horizon à gauche et d'Europe écologie : là, je pense qu'ils sont encore dans leur douce euphorie des élections européennes. Ils nous refont éternellement le même match, celui des élections européennes. Ils nous avaient rappelés au moment des élections européennes que c'était des élections européennes et pas des élections présidentielles. A notre tour, on peut leur dire que ce ne sont pas des élections européennes, mais des élections régionales.

Nous sommes donc une force d'innovation politique. Je viens de balayer les différences, mais force d'innovation politique aussi sur le projet, parce que c'est cela essentiellement l'élection régionale, c'est se battre projet contre projet.

Nous sommes la force politique qui souhaite que, au moment où les électrices et les électeurs vont mettre leur bulletin de vote, ce soit le débat régional qui soit le principal déterminant, les thématiques régionales qui soient déterminantes dans ce choix des électrices et des électeurs.

En région Nord-Pas-de-Calais, quelques thématiques : d'abord, la grande vitesse ferroviaire. C'est une question d'égalité territoriale et d'égalité sociale. La grande vitesse ferroviaire ne peut pas seulement être réservée aux cadres et aux décideurs qui se promènent entre les métropoles européennes. La grande vitesse ferroviaire doit concerner toutes les villes de notre beau pays qu'est la France et toutes les villes de notre région.

Croyez-moi, c'est un grand débat à venir et c'est un débat que nous avons voulu placer au cœur de notre projet en région Nord-Pas-de-Calais.

Deuxième débat : la question de l'enseignement supérieur, la question des études, la question de la recherche, la question des universités. Nous avons des universités éclatées en Nord-Pas-de-Calais. Nous voulons créer une grande université régionale.

Avec notre équipe qui est là, nous sommes allés au Salon de l'étudiant. Il y avait un salon de l'étudiant à Lille où il y a eu un monde considérable : 70 000 visiteurs.

Je suis très fier d'appartenir à un mouvement politique qui a compris qu'il y avait là une des principales angoisses de la société française et qu'il faut répondre à cette angoisse des jeunes sur l'orientation, répondre à cette angoisse des jeunes sur le choix des études, sur la justice par rapport au choix des études et, aussi, répondre à cette terrible angoisse des jeunes entre le moment où l'on a fini ses études et celui où l'on trouve son premier emploi.

Je crois que nous devons être fiers d'appartenir au seul mouvement politique qui se soucie et qui répond à cette grande angoisse de la société française.

Dernière chose : la question de la santé. C'est aussi une grande inégalité, mais comme j'ai été un peu long, je ne fais pas la développer.

Je voulais simplement vous dire que nous abordons cette élection régionale avec des atouts dont, parmi ceux-ci, la force et l'humilité.

J'adore cette citation de Marcel Aymé : "L'humilité, c'est l'antichambre de toutes les perfections" et, donc, avec humilité, je vais vous dire : c'est l'antichambre de toutes les victoires.

François BAYROU. - Celui que je vais appeler à la tribune maintenant, comme vous le savez, est pour moi quelqu'un d'infiniment précieux, parce que cela relève du fraternel. Il est tête de liste en Aquitaine, qui est notre région.

Je veux juste vous raconter une histoire qui a trait au Nord-Pas-de-Calais. On faisait meeting pendant la campagne présidentielle à Noyelles-Godault, dans le Pas-de-Calais ! C'est-à-dire la zone qui apparaissait à cette époque comme la plus abandonnée industriellement de France.

Il y avait 1 500 personnes sous la halle où nous accueillait le maire qui est des nôtres à Noyelles-Godault. On a eu un débat après mon discours avec la salle et, au dernier rang à droite, un monsieur a levé la main et m'a dit : "Vous savez ce qui nous manque, Monsieur Bayrou, à Noyelles-Godault ? Il nous manque des Jean Lassalle".

Jean LASSALLE. - Un moment de bonheur efface 1 000 peines, quand je vois ce matin ce formidable défilé ici venu dont ne sait où avec cette humilité, cet allant, cette conviction. Au moment où j'entendais comme vous, depuis des semaines d'émoi : "François Bayrou est cuit. François Bayrou, c'est fini", je me disais : "Mais enfin où sommes-nous ?" Que de bonheur de voir cette génération spontanée, cette génération qui est née dans la souffrance et dans la douleur et qui, parce qu'elle est née justement dans cette circonstance-là, ne recommencera pas les erreurs de celle qui la précède.

Je suis vraiment admiratif de ce que vous représentez toutes et tous et de l'espoir que vous mettez dans mon cœur. Merci.

Applaudissements...

Mais un bonheur ne vient jamais seul ; si l'on était seul ici, mais c'est que vous êtes à l'identique, vous, chers amis du public, avec vos visages enthousiastes, vos yeux qui dégagent à la fois une chaleur et une passion dévorante.

Je vous ai observé, Mesdames. Vous êtes toutes si belles. Je vous ai observé, Messieurs. Vous l'êtes aussi !

Oui, François, je ne sais pas comment tu fais ! Mais décidément, on est toujours là.

Alors bien sûr, 7 %... mais.... Depuis le temps, on sait bien que les sondages d'opinion retiennent jusqu'au dernier mois le résultat du scrutin qui a suivi et ce n'est que lors du dernier mois et le soir du deuxième tour que l'on réactualise le nouveau. Alors, croyez-moi, entre ce qui est écrit et ce qui est dit et ce qui se passe ce matin, il y a un petit bout de chemin et tout le monde va être étonné.

J'ai repris les sentiers, les sentiers de campagne. J'ai repris les boulevards à Bordeaux. J'ai même pris les petites ruelles des banlieues qui ne sont d'ailleurs pas beaucoup plus fréquentées que celles des campagnes. Je suis reparti à la rencontre des gens parce qu'il me semblait que, tout cela, cela me boostait. Cela me redonnait l'envie de toujours, et je suis parti voir les gens, les gens ordinaires, les gens de tous les jours, ceux précisément dont on ne parle jamais, tant ils ont l'impression qu'ils ne servent plus à rien et qu'ils ne font plus partie du même univers et du même monde.

Je suis reparti, excusez-moi de prononcer un grand mot, à la rencontre du peuple. J'ai même retrouvé quelques chiens du début de mes premières campagnes, mais ils ne m'ont pas mordu au même endroit ! Avant, ils me mordaient à la cheville. Là, ils m'ont mordu deux fois à la main. Nous ne sommes pas tenus de la même manière !

Je crois qu'avec ce qui se dégage ce matin... On va dire quelque chose de nouveau et ce quelque chose est terriblement attendu.

Les gens ne le savent pas encore, mais ils vont voter pour nous.

Rires...

Voilà la seule explication. Il n'y en a pas d'autre parce qu'ils sentent bien que nous sommes des précurseurs, ils sentent bien que, nous, nous avons compris que ce système avec ses tentacules terrifiantes de la nuit au bout de laquelle on retrouve l'argent et la bureaucratie, il y a une autre espérance, une autre aura qui se profile à l'horizon. C'est celle d'hommes et de femmes qui seront à nouveau du côté de ceux qui souffrent, du côté de ceux qui ont mal et du côté de ceux qui pensent qu'il n'y a plus rien à faire. Nous serons avec eux, ils seront avec nous. Nous allons nous retremper ensemble et c'est pour cela que va naître une nouvelle espérance.

J'ai l'honneur, grâce à vous, d'être candidat en Aquitaine, cher François, ta terre, celle qui t'aime tant, un peu la mienne et celle de beaucoup d'autres aussi.

Nous n'avons aucune difficulté à trouver des hommes et des femmes de tous bords. Je le dis en présence de Patrick Beauvillard, tête de liste en Lot-et-Garonne, mais il y a aussi, Philippe qui est ici et qui est en Gironde. Nous n'avons aucun mal, presque comme si c'était ordinaire alors que, moi, je me disais que cela allait peut-être être drôlement difficile. Mais non, pas du tout. Le plus difficile, c'est de caser les 4 ou 5 premiers ; après, le reste, cela va tout seul. Il n'y a aucune difficulté ! Cela se passe vraiment très, très bien.

Alors, oui, il va y avoir un autre printemps, parce que, moi, j'adore les printemps et j'adore les fleurs, qu'elles poussent sur le rebord des terrasses ou au fond de ces territoires qui vont être oubliés à jamais, si nous ne trouvons pas la conviction d'arrêter cette loi, cette ineptie qui fait qu'il n'y aura plus de représentation pour des hommes et des femmes qui hurlent "proximité", alors que l'on s'éloigne de plus en plus d'eux, des pans de France entière qui ne seront plus représentés et des pans entiers de banlieues qui n'auront plus de voix.

C'est pourtant déjà tellement ancré dans les esprits que mes deux adversaires principaux disent : "Nous nous présentons pour quatre ans", alors que la loi n'est pas encore passée. La loi, c'est encore six ans.

Ils ont déjà admis que c'est pour quatre ans et ils veulent faire croire qu'ils sont contre. Moi, je suis contre parce que c'est impossible. La France, ce n'est pas cela. La France, c'est autre chose. La France a besoin de parler avec son État, et elle va le faire, la France a besoin de parler avec ses provinces, ses territoires, ses campagnes, ses régions, et elle va le faire dès maintenant.

Après tout, puisque j'ai la réputation, je vais le faire et vous pouvez le faire... (*l'orateur s'exprime en chantant*) C'est l'espérance folle qui nous emporte vers les chemins...

Bravo.

François BAYROU. - Dans les Pays de la Loire, le Mouvement Démocrate sera conduit à cette élection, en tandem avec Stéphane Robin qui est au premier rang, par Patricia Gallerneau. Elle a été candidate aux élections municipales à Pornichet. Elle a réalisé, au premier tour, 28 % des voix.

Je suis très heureux de l'accueillir en votre nom.

Patricia GALLERNEAU. - Les Pays de la Loire sont en retard, les Pays de la Loire n'ont pas démarré la campagne au même titre que les autres. Nous avons tout juste eu avant-hier les

résultats de notre désignation du fait de quelques défections ponctuelles, d'éléments incontrôlés qui, je vous rassure tout de suite, sont pris entre de bonnes mains, puisque M. De Villiers, Jean Arthuis et M. Béchu pour l'UMP s'en occupent, paraît-il, d'après la presse !

Aux dernières nouvelles et aux pieds levés, parce que je n'étais pas seule à vouloir relever le débat, je rappelle le nom de Stéphane Robin qui a été choisi avec moi et qui est un élu à Saumur, parce que l'on ne peut pas dire qu'une campagne cela se mène tout seul et les "moi, je..." Cela ne passe pas non plus chez les électeurs.

C'est le Nous qui gagne en général et Stéphane est, je dirai, bien un condisciple, un ami du général Philippe Morillon. Moi, je suis plutôt de la famille de Jean-Luc Bennahmias et, à nous deux, on va vraiment faire une campagne soudée, et c'est cela le Modem aujourd'hui.

Ceci étant, j'admets que l'on a un peu de retard, mais quand j'entends tout ce qui a été dit, le travail que l'on a fait avec Hubert Cornil, puisque je participe aux commissions qu'avait créées Corinne Lepage, qu'a repris Robert Rochefort, nous avons un programme que nous déclinons au niveau régional.

Nous avons la grande chance en Pays de la Loire d'avoir, d'un côté, l'UMP et, de l'autre, le PS qui sont pratiquement d'accord sur le même projet. Je ne donnerai qu'un exemple qui est énorme, celui de construire un quatrième hub international, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes sur notre territoire, un aéroport pour Jean-Marc Ayrault pour lequel le Modem ne se prononce pas.

Cela veut dire que l'UMP et le PS vont se retrouver dans le même camp pour un projet comme cela, que nous n'allons pas critiquer, mais pour lequel nous allons proposer un projet alternatif de maillage du territoire, un vrai projet près des gens, un projet qui ne dévore pas 2 000 hectares de terres agricoles dont nous avons besoin et, contre ce projet, le monde agricole se bat.

Je voulais également dire que nous avons, au sens du projet d'espoir, un véritable ancrage territorial et un ancrage identitaire. Tout à l'heure, Bruno Joncour disait pour la Bretagne : "J'ai envie d'un printemps breton". Je crois qu'une partie de notre région va aussi participer à ce printemps breton avec la Loire-Atlantique. On peut lui sous-louer le Château des Ducs de Bretagne, mais je pense que c'est un élément du débat qui nous attache. Notre région est diverse. Elle comprend la Vendée, la Sarthe, la Mayenne, le Maine-et-Loire et la Loire-Atlantique. Nous avons du lien à mettre dans tout cela.

François BAYROU. - François Deseille, adjoint au maire de Dijon, est notre tête de liste en Bourgogne. Il est masseur-kinésithérapeute et il parle très bien de son métier de proximité, d'attention et de soin. Il est donc élu dans la ville et l'agglomération de Dijon.

François DESEILLE. - Chers amis, bonjour. Je voudrais saluer les Bourguignons qui sont dans la salle.

Plus nous avançons en Bourgogne dans la préparation de notre campagne et plus nous avons le sentiment de créer un véritable élan dans chacune de nos fédérations départementales.

Conduire une liste aux élections régionales est un enjeu fort pour l'ensemble des adhérents. Ce moment doit être utilisé pleinement pour faire entendre la voix du Mouvement Démocrate.

Cette campagne permet de souder les équipes autour d'un projet partagé, de créer une véritable dynamique.

En nous appuyant sur le projet humaniste dans la suite du Congrès d'Arras, nous allons nous emparer, au plan régional, des priorités vitales pour notre région afin d'apporter des réponses et un projet politique qui contrecarre les effets de la crise économique et sociale que nous subissons tous.

Dans nos territoires, nous allons proposer des actions fortes en matière de relocalisation d'industrie, de développement de nouvelles filières avec le concept de Green Valle, de solidarité entre les territoires, le maintien des services publics, bien sûr, et d'une offre de soin de santé confortée.

Notre Bourgogne est encore fortement rurale. C'est une richesse qu'il faut mettre en avant. Nous devons soutenir l'agriculture raisonnée, offrir des voies pour une production agricole biologique qui satisfasse une consommation importante au plan local, accompagner les entreprises locales dans le cadre de filières intégrées notamment dans le bâtiment, répondre à l'urgence de formation professionnelle pour les secteurs en tension et proposer un plan d'urgence pour l'insertion professionnelle face à une situation de chômage dramatique notamment pour les jeunes qui se retrouveront bientôt sans indemnisation.

Dans cette collectivité de référence qui est la région, nous pouvons mettre en avant l'exigence d'une croissance solidaire et durable. Mettre en avant nos valeurs, c'est montrer que l'on peut gérer la région autrement, c'est faire comprendre que notre idée du rassemblement sur nos listes fait appel aux talents, aux compétences, sans esprit partisan, sans esprit clanique, au-delà du traditionnel gauche / droite, rassemblement qui intégrera aussi des écologistes responsables, raisonnés.

En effet, les Verts n'ont pas le monopole de la bonne conscience environnementale. Je suis certain que, tous ici sans aucune exception nous souhaitons laisser, non pas une dette écologique à nos enfants, mais un héritage écologique.

On doit aussi être soucieux d'une gestion maîtrisée de nos moyens - c'est ce que j'appelle avec humour la "*Modem Touch*" -, de la maîtrise des finances. C'est ce que nous apportons dans les différentes collectivités dans lesquelles nous sommes aux responsabilités. Nous ne devons en aucun cas recevoir des leçons de la part de personnes qui plombent les finances de l'Etat.

Pour conclure, je dirai que nous avons toute notre place dans ces élections. Nous avons un espace à conquérir entre la gauche qui renoue avec les accords du temps passé et une droite qui se radicalise à l'extrême, n'hésitant pas à aborder des thèmes chers au Front national comme la question de l'identité nationale.

L'espace politique, notre espace politique est là, bien présent. Occupons-le, portons haut et fort les couleurs du Mouvement Démocrate.

François BAYROU. - On a beaucoup parlé de celui que je vais maintenant appeler à la tribune dans la préparation de cette élection. Il conduira notre liste en Île-de-France. C'est un jeune entrepreneur dans les technologies nouvelles et il représente, dans cette élection, des filles et des garçons, des femmes et des hommes de tous âges, qui ont fait le parcours en naissant dans les quartiers et souvent avec des difficultés de vie particulières, qui veulent trouver désormais, dans la vie démocratique du pays, la plénitude de leur place comme citoyens et représentants du peuple.

Alain DOLIUM. - Bonjour à toutes et à tous, merci de votre accueil chaleureux. Cela me touche et me va droit au cœur.

Je vais faire un exercice pour lequel je n'ai pas l'habitude, pour lequel je ne suis pas rompu. Je vais parler sans notes, puisque l'on m'oblige à parler sans notes ! Donc, je vais le faire.

Autant dans mon métier je sais le faire, autant, là, c'est un peu plus compliqué, puisque vous avez tous noté que je n'étais pas un professionnel de la politique. Vous l'avez noté, les journalistes le note parfois, et en ce moment ils m'expliquent que je me suis aguerri... Aller savoir ce que cela veut dire !

Moi, je vous interroge. Le fait est qu'aujourd'hui, en Île-de-France, la liste que l'on va mener est composée de différentes personnes, de personnalités, d'élus, de sortants, de personnes qui sont plus âgées, plus jeunes, issues comme on aime à dire de la diversité.

Cette liste va porter aujourd'hui un projet d'envergure qui poursuit trois objectifs.

Premièrement, on nous parle souvent de qualité de la vie ou de qualité de vie. C'est important. On est tous conscient qu'aujourd'hui on a du mal, en Île-de-France, à pouvoir se loger, se déplacer. Il faut également être conscient que l'on a du mal à travailler.

La première des priorités en Île-de-France, pour cette liste et pour moi-même, est de pouvoir proposer une véritable dynamique de création de l'emploi. On peut toujours parler de qualité de vie, lorsque l'on est une femme seule qui vient de se séparer de son mari, qui élève deux enfants, qui touche le RSA avec une situation économique dégradée. On peut toujours parler de qualité de vie, lorsque l'on est chômeur de longue durée. On peut toujours parler de qualité de vie, lorsqu'aujourd'hui vous avez des jeunes qui n'ont pas les moyens de se payer... Vous savez ce que l'on appelle le Pass Navigo. Parfois ils l'ont, parfois ils ne l'ont pas, mais ils font semblant de l'avoir !

Je soumets cela à votre sagacité.

Il est clair que ces gens-là, quand on leur parle de qualité de la vie ou de qualité de vie, la première chose dont ils vont vous parler, c'est : "Comment je fais lorsque je n'ai pas d'emploi ?" C'est aussi simple ou, alors, aussi compliqué que cela !

Avoir un emploi, c'est quoi ?

Aujourd'hui, vous avez noté que, dans notre pays et en Île-de-France, de nombreuses personnes avaient un emploi. Cet emploi est-il stable ? Est-il durable ? Organise-t-il la pauvreté et la précarité ?

Parfois, oui - il faut le dire -, vous avez des gens qui travaillent dur et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts et vous avez aussi des gens qui ne travaillent pas et qui ont des difficultés. Ils ont les diplômes : Bac+2, Bac+3, Bac+4, Bac+5. Leur travail, soit ils ne l'ont pas, soit parfois quand ils l'ont, cela organise leur pauvreté.

Il est évident, pour moi, et je pense pour vous également, que l'emploi doit être la première priorité.

Il y en a une deuxième, lorsque vous parlez emploi : l'emploi, c'est la conséquence de quoi ?

Ce n'est pas uniquement la conséquence des grandes écoles. Non, l'emploi, c'est la conséquence d'une orientation qui, dès le plus jeune âge, va pouvoir vous mettre sur une filière d'avenir ou pas.

J'ai des amis dans la salle et d'autres également, je sais que vous savez de quoi je parle.

L'orientation, c'est une question clé dans notre pays et en Île-de-France. C'est celle qui aujourd'hui organise malheureusement le manque de mixité sociale dans les sphères d'influence, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales. C'est clair.

L'orientation, c'est aussi celle, je le répète, qui vous embarque, soit vers la direction chômage, soit vers une voie un peu plus royale, sauf que la voie royale, dans notre pays... Je ne suis pas de la région Poitou-Charentes, il n'empêche que ! L'orientation c'est quelque chose de clé.

Aujourd'hui, la région s'occupe de quoi ?

La région va consacrer un milliard, et à juste titre, à la rénovation des lycées. C'est important. On a besoin, dans un lieu d'éducation, de pouvoir bien vivre, de pouvoir s'y épanouir.

N'est-il pas plus important ou autant au moins d'avoir ces 483 000 lycéens à qui on propose quelque chose de cohérent en matière d'orientation au regard de leur bassin d'emploi ? Je vous pose la question ? Posons-nous simplement cette question-là.

On ne peut pas accepter, aujourd'hui, en Île-de-France, nous à la région et au Conseil régional, de ne pas un tant soit peu, et cela ne coûte pas beaucoup d'argent - je vous le garantis - pouvoir apporter notre support à une meilleure orientation.

L'inégalité des chances, il y a des experts sur le sujet. C'est le combat de toute une vie. C'est le combat de ma vie et celui-ci je le mènerai à la région, je vous le garantis.

Il n'y a pas de place au compromis pour ce type de chose. Notre pays a besoin d'une mixité sociale. C'est important et indispensable.

Troisième priorité sur ce programme : on parle beaucoup d'écologie. On a ici 100 % des gens qui sont d'accord avec l'idée qu'il faille avoir dans notre pays une politique environnementale. C'est évident.

Cette politique environnementale, c'est une politique qui doit s'inscrire dans quelque chose sans doute de beaucoup plus global. Cette globalité... Il y a un terme qui fâche actuellement, c'est ce que l'on appelle le développement durable. Cela fâche parce que l'on estime que ce terme est galvaudé. Il ne l'est pas tant que cela.

Qu'est-ce que le développement durable ?

Le développement durable, c'est finalement proposer un monde dans lequel l'ensemble des acteurs fixe une ligne d'horizon qui est la durabilité du monde dans lequel on vit.

Cette ligne d'horizon se fixe comment ?

Avec des entreprises et, aujourd'hui, vous le savez, je suis également entrepreneur, qui accepte bien volontiers d'être à la fois des créateurs d'emploi, à la fois des créateurs de richesses et qui acceptent aussi de redistribuer cette richesse, qui acceptent aussi leur rôle social et sociétal.

Le développement durable, cela a aussi des conséquences dans le domaine social. C'est également favoriser l'insertion à l'emploi pour des gens en proie à des difficultés. C'est avoir cette conscience-là, avoir cette capacité à conscientiser sur ce type de sujet. On pourrait prendre plein d'exemples et, bien évidemment, le développement durable, c'est la dimension verte.

Ce développement durable, c'est une dimension tellement transversale que l'on a besoin de pouvoir la faire rayonner sur tous les piliers qui structurent et organisent la société dans laquelle on vit.

Ces piliers, s'agissant, le s'agissant... J'insiste, je persiste et signe, c'est une type de langage. Je vais le garder, je ne souhaite pas être codifié ! Je vous le dis !

S'agissant du développement durable et de l'écologie en particulier, l'écologie, aujourd'hui, c'est quelque chose que l'on doit pouvoir faire rayonner sur le choix en matière de politique de transport.

Aujourd'hui, concernant le transport, on a une problématique. On sait que le trafic inter banlieues est compliqué. On sait que la ligne 13... Je vais juste vous poser une question : y a-t-il des gens parmi vous qui prennent la ligne 13 ?... *Oui.*

Etes-vous satisfait de la ponctualité et de la qualité de service de la ligne 13 ?... *Non.*

Voyez !

L'option que je veux défendre avec le groupe de personnes qui accompagnent cette liste, c'est une solution multimodale. Il n'y a pas de dogme à avoir dans le transport et dans une solution multimodale ; la part verte a toute son importance.

Aujourd'hui, on peut proposer des lignes de bus organisées pour le trafic inter banlieues avec j'allais dire des piles combustibles. J'ai beaucoup travaillé, en tout cas écouté ce type de sujet et c'est intéressant.

On voit bien que le développement durable, on peut également en parler s'agissant des logements.

On voit bien que, le développement durable, on peut en parler de manière très transversale.

Nous ne devons pas en faire un axe détaché du reste. Cela organise l'avenir et cela organise la ligne d'horizon qui est la durabilité du monde dans lequel on vit.

Maintenant, je voudrais revenir sur l'emploi. Les ambitions que l'on a sont assez claires. Elles sont quantifiées, vérifiables, budgétées et réalistes. Elles ne sont pas fantaisistes.

Ce n'est pas parce que vous n'êtes pas un professionnel de la chose politique que vous ne savez pas gérer.

Les deux, c'est une belle gestion à mon avis.

On prévoit, dans notre plan, la création de 160 000 emplois ; sans doute qu'avec la mécanique que l'on a développée pour créer ces emplois, on manque un peu d'ambition. On va peut-être accroître ce chiffre, mais on veut vérifier certaines choses.

Comment faisons-nous pour supporter cette dynamique de création de l'emploi ?

Trois choses : vous avez en Île-de-France un levier formidable qui est sous-exploité, à savoir les toutes petites entreprises dans le domaine de l'artisanat, du commerce, des économies vertes, de la distribution et des nouvelles technologies.

Ces toutes petites entreprises, on doit leur faciliter l'existence et que l'on ne vienne pas me faire le coup de : "Celui qui est entrepreneur prêche pour sa paroisse". Ce n'est pas le sujet. Ces toutes petites entreprises créent de l'emploi et pas qu'un peu. Il faut pouvoir favoriser chez elles avec un accès unique l'accès parfois à du financement pour démarrer, l'accès à un hébergement favorisé leur amorçage.

Ces toutes petites entreprises, ces PME ou PMI, parfois un peu plus grandes, il faut pouvoir les supporter dans la création accélérée des emplois, c'est-à-dire qu'à un moment, lorsque vous êtes patron, en tout cas entrepreneur, vous allez être confronté à un doute, celui de l'embauche. Pourquoi ? Vous avez ce doute et vous pouvez avoir cette crainte. Cette crainte est articulée sur l'idée que : Si j'embauche, mon entreprise va-t-elle pouvoir se développer ou cette embauche va-t-elle finalement me pénaliser ? Il y a toujours ce compromis qui n'est pas si facile à prendre.

Deuxième mesure s'agissant de l'emploi : proposer un contrat assurance embauche, favoriser pour les toutes petites entreprises et, d'une manière générale, ce tissu économique la capacité à pouvoir embaucher. Pourquoi ? Parce que, sur ces embauches, au moins la première et la deuxième, nous allons, nous, la région nous porter caution.

Ce sont des mesures qui sont réalistes. On n'a pas comme cela construit notre plan en se disant que, pour des raisons complètement électorales, nous allons proposer des effets de manche. C'est construit, raisonné et budgété.

Troisième et dernière mesure pour l'emploi : aujourd'hui, vous avez des jeunes dans des situations compliquées, pas simplement dans les banlieues même si, dans les banlieues, on a parfois tendance à les oublier, ce qui fait que l'emploi des jeunes dans les banlieues est plus oublié qu'en moyenne.

Le fait est qu'aujourd'hui, ces jeunes, il faut pouvoir leur donner, quand ils sont en situation de chômage longue durée, quand ils sont sortis de l'établissement dans lequel ils sont sans une formation diplômante, sans une formation qui leur permette d'accéder à un emploi, qu'il soit celui du bassin de la région dans lequel ils sont situés, la possibilité de se réinsérer sur le marché de l'emploi.

Comment ? En favorisant une première chose qui est la formation adaptée à ces jeunes et au bassin d'emploi sur lequel ils vivent.

On voit bien que, au niveau de l'emploi, tout se tient. Il y a, d'un côté, les créateurs d'entreprises ou les créateurs d'emplois et, de l'autre, les gens qui peuvent satisfaire à ces besoins.

Enfin, pour finir, je voudrais vous dire ceci : je suis amateur de football, de rugby, de tennis, de golf, de beaucoup de sports, amateur et parfois pratiquant... Pas le plus brillant, mais parfois quand même ! Je suis très bon sur mon fauteuil, mes enfants se délectent de cela !

On dit souvent en sport que vous avez un match, vous avez deux adversaires et ils ont le sentiment, lorsque vous jouez a priori dans une catégorie inférieure, qu'ils vont l'emporter à tous les coups.

Ce que je pense est totalement différent. Ce que je pense aujourd'hui, c'est que, sur le terrain politique, notre action est tellement forte, tellement structurée et tellement organisée qu'on a la possibilité de l'emporter, mais pas uniquement pour une raison de structuration du programme politique.

On a évoqué quelque chose précédemment, on a évoqué le fait que, en France, 70 % du corps électoral n'est ni droite ni gauche... Notre job, à nous, quel que soit les régions, mais surtout pour la mienne, la région Île-de-France, c'est d'aller à la rencontre de ces électeurs. Ces électeurs attendent un projet alternatif, structuré, organisé qui correspond à une réponse claire pour l'Île-de-France. C'est cela qu'ils attendent.

La véritable possibilité c'est celle-là.

Le match n'est pas joué, loin s'en faut, et ceux qui prétendent ou ceux qui s'attendent à ce que ce soit l'enfer pour nous, à mon avis, c'est qu'ils n'ont pas tout vu. Je vous le garantis.

On se donne donc rendez-vous au second tour de cette élection. Je suis persuadé qu'on a la possibilité de se retrouver en situation de victoire pour gagner ces élections. Je vous le dis parce que je le pense.

François BAYROU. - Trois étapes encore pour ce tour de France.

En Champagne-Ardenne, Marie Grafteaux-Paillard. Elle a travaillé dans l'Éducation nationale pendant sa carrière professionnelle, elle est actuellement proviseur, les fonctions les plus importantes dans toutes les villes les plus importantes de Champagne-Ardenne.

Je suis très heureux de l'accueillir, parce qu'elle a un tempérament d'organisateur, le courage et l'expérience et la dynamique pour Champagne-Ardenne.

Marie GRAFTEAUX-PAILLARD. - Bonjour à tous et d'abord un grand bonjour aux Champardennais qui sont très nombreux aujourd'hui.

J'ai un point commun avec Rodolphe, j'ai 47 ans et je ne les fais pas !

J'ai une différence avec Jean Lassalle, je n'ai pas l'accent du sud mais enfin j'ai les convictions, j'ai la foi, le courage comme l'a dit François et je pense que nous allons bien avancer sur la Champagne-Ardenne d'autant plus que la Champagne-Ardenne, je regrette pour toutes les autres têtes de listes qui sont ici, mais c'est quand même, grâce à son nom de Champagne, la région la plus connue du monde ! Donc on a la fois, le courage et la notoriété donc cela va marcher.

Quelques mots sur le contexte politique.

Nous sommes dans une région, en dehors du fait que nous avons sur notre territoire, quand même, la cathédrale des sacres, qui a la boisson la plus connue au monde, nous avons, dans le domaine politique, un contexte un peu particulier puisque nous avons, dans le département de la Haute-Marne, le maire de Chaumont, l'actuel ministre de l'Éducation nationale, nous avons, sur l'Aube, maire de la ville de Troyes, un ancien ministre François Baroin, nous avons, dans les Ardennes, la tête de liste UMP qui est l'actuel président de la commission des lois et nous avons comme tête de liste dans la Marne un secrétaire d'État Benoist Apparu, ce qui peut vous laisser penser que les choses seront assez dynamiques et assez prenantes sur le plan de la présence sur le territoire. Cela, ce sera nécessaire.

Je voudrais dire quelques mots sur ma fierté d'être au Modem aujourd'hui pour plusieurs raisons.

Quand les journalistes politiques actuellement en Champagne-Ardenne m'interrogent sur ce qui va nous différencier des autres listes, je commence par dire que je suis très fier d'appartenir au Modem dans une famille politique dans laquelle nous avons, sur la Champagne-Ardenne, deux conseillers régionaux sortant qui ont siégé au Conseil régional pendant un certain nombre d'années, qui ont toutes les compétences, qui auraient eu toutes les compétences pour être réélus, dont l'honnêteté intellectuelle a été saluée par toutes les familles politiques et les journalistes de Champagne-Ardenne et ces deux conseillers régionaux sortant, pour appliquer et parce qu'ils y croient, la philosophie du Modem qui est de faire émerger de nouvelles personnalités politiques, ont laissé leur place.

Je veux les saluer aujourd'hui.

Une autre fierté pour moi en Champagne-Ardenne et une autre raison d'être différente et différente des autres partis politiques qui se présenteront en concurrence, c'est que nous avons 7 partis qui vont s'exprimer pendant cette campagne et, sur ces 7 partis un seul a une tête de liste féminine, c'est le Modem.

Les journalistes me disent : "Madame, est-ce que vous allez exploiter la situation ?" Je dis : "Non, c'est un constat, c'est tout."

Je terminerai, je ne veux pas être très longue et laisser la place aux candidats qui restent, en disant que nous sommes prêts en Champagne-Ardenne.

Nous avons 4 têtes de liste sur les départements qui sont pressenties, nous travaillons depuis plusieurs semaines, nous construisons notre projet, nous allons l'affiner encore parce que nous allons aller sur le terrain à la rencontre des Champardennais pour répondre au mieux possible à leurs attentes.

Nous sommes prêts et je suis sûr, même si la Champagne Ardenne est très connue au niveau mondial, elle l'est aussi au niveau national, pour qu'au soir du 14 mars, vous disiez tous en prononçant notre nom de région : "Champagne pour tous."

François BAYROU. - Yann Wehring, en tandem avec Odile Uhlich conduit la liste dans la région Alsace.

Comme vous savez, il a un parcours politique originale, singulier, fort, il a occupé, comme Jean-Luc Bennahmias, la responsabilité majeure dans un des mouvements de l'écologie pendant plusieurs années, ce qui l'a durci et lui a donné une expérience politique à nulle autre pareil et sérieuse.

Il est alsacien et il a les vertus de l'Alsace, c'est quelqu'un qui regarde loin, c'est quelqu'un qui sait affirmer ses idées sans nécessairement élever le ton pour le faire.

Je suis très heureux d'accueillir Yann Wehring.

Yann WEHRLING. - Je suis ravi d'être aujourd'hui à ce meeting de soutien à Alain !

Rires...

Et puisque nous sommes tous solidaires les uns des autres, j'invite tous les Franciliens présents ici à s'engager à venir au moins dans une région dans cette campagne pour nous soutenir.

En tout cas, je sais que vous ferez le choix de l'Alsace parce que vous connaissez la chaleur avec laquelle nous allons vous accueillir, les bons restaurants, les beaux paysages que nous voulons faire partager aussi à nos concitoyens parce que... bon...somme toute, tout ne va pas si bien que cela non plus en Alsace.

Une région qui a été dans le peloton de tête parmi les régions favorisées et qui, la crise passant, est peut-être encore plus touchée que les autres. Comme tout le monde, nous avons cet enjeu devant nous et la majorité sortante n'a pas su anticiper la question de cette crise économique.

J'avais envie de vous dire rapidement comment cette campagne se passe en Alsace et les questions auxquelles je suis souvent tenu de répondre évidemment puisque nous sommes sollicités.

La question qui vient souvent c'est : "Mais vous êtes où ?"

Je note et je dis : "déjà, écoutez déjà peut-être ce que les autres formations politiques disent de nous. À gauche, on est un peu infréquentable. À droite, on nous dit à gauche. La réalité est que, comme le disait Lavoisier, rien ne se crée rien ne se perd tout se transforme."

S'il y a quelque chose qui est vrai aujourd'hui dans ce paysage politique, c'est que nous avons fait du neuf avec du vieux et c'est cela qui fait l'originalité du Mouvement Démocrate. Aujourd'hui, des gens qui avaient un passé à droite, à gauche, dans l'écologie, se sont rassemblés pour dire quelque chose de très fort qui est ce que les Français pensent profondément et le disent à travers un sondage.

Nous voulons casser ce mur immatériel et invisible qu'est le clivage gauche / droite ; c'est fondamental dans ce débat de le rappeler, de le marteler. C'est cela qui fait notre identité.

Deuxième chose que j'avais envie de dire parce que cela participe un peu de ce "politiquement correct" qui vous dit toujours ce que vous devez répondre à la question qui vous est posée alors que vous avez forcément envie de dire autre chose.

Vous êtes martelé ; "Vous êtes avec qui ? Vous allez faire quoi ?"

C'est usant.

Je sais que cela fait débat, mais j'ai envie de le dire quand il s'est passé ce qui s'est passé l'autre soir sur le plateau d'Arlette Chabot, à savoir que Vincent Peillon n'était pas là ; on l'a beaucoup critiqué, je ne parlerai pas de la forme mais cela a un écho sur ce ras-le-bol que j'ai peut-être comme beaucoup de politiques ; c'est cette politique spectacle dans laquelle les médias nous entraînent et où nous ne voulons pas aller et sur laquelle je suis sûr que les électeurs ne veulent pas que nous allions.

Même s'il l'a dit avec sa manière de faire qui est peut-être critiquable, il a témoigné, il a émis quelque chose qui me parle qui est un ras-le-bol d'une certaine classe politique qui veut parler du fond, qui veut parler du programme, qui veut parler des idées nouvelles.

Et ce ras-le-bol je crois qu'il va falloir qu'on le manifeste plus franchement, que l'on soit un peu plus offensif. Ne croyez pas qu'il y a d'une part nous les politiques et les journalistes qui font leur métier ; non, même dans la profession des journalistes aujourd'hui, cela critique ce qui se passe, cela râle.

Regardez ce qui s'est passé par rapport à l'émission d'Arlette Chabot, une bonne partie des journalistes de France Télévisions n'était pas d'accord avec ce qui s'est passé. Il faut aussi soutenir ces gens-là.

En plus de cela, ce que je constate depuis une vingtaine d'années que je fais de la politique, c'est que ce système médiatique dans lequel nous sommes crée lui-même une certaine classe politique de la petite phrase, une classe politique du confort, une classe politique qui se réfugie toujours sur l'étiquette pour dire : "Votez pour nous, on est de gauche on ne vous dit pas ce que l'on va faire."

Et cela suffirait ? Non, attendez, cela ne suffit pas. L'étiquette ne suffit pas et, vous vous en doutez, l'étiquette ne suffit pas non plus pour les écologistes.

Il ne suffit pas de dire qu'on est écologiste pour l'être, je sais que de quoi je parle. Ce qui est drôle dans cette campagne certains me disent : "On a lu ton programme, c'est un peu quand même le programme des Verts."

Je leur dis le programme des Verts, j'en ai écrit pendant quinze ans ; la petite différence avec le programme des Verts, si vous voulez mon avis, c'est que, tout simplement, le nôtre, il est faisable, il est réaliste, il est chiffré, quantifié, on peut le faire. Il n'y a pas de démagogie

dedans et, d'ailleurs, j'avais envie d'inviter les candidats qui disent souvent économie verte, développement d'emploi vert etc., à dire :

"S'il vous plaît, dites économie écologique ou emploi écologique, mais pas Verts parce que l'économie est verte ; l'économie verte, c'est une économie décroissante".

Je ne crois pas que l'on soit pour cela en tout cas je ne le suis pas et je vais vous dire, je ne suis pas le seul à le penser. Regardez la récente étude qui vient d'être faite sur le nouveau comportement de consommation des Français.

Très majoritairement qu'est-ce qu'ils disent ? Les gens ne veulent pas consommer moins, petite différence avec Europe Écologie, ils veulent consommer mieux, c'est-à-dire que c'est la dedans que nous devons aller, nous, c'est dans cette économie du futur, une économie qui sera effectivement une économie qui va être dans le durable, mais le vrai durable celui que nous voulons soutenir et nous appuyer très fortement sur l'économie et pas seulement sur les institutions parce qu'un moment les institutions ne peuvent pas tout, il faut aussi travailler avec le monde des entreprises.

La conviction que je peux affirmer aujourd'hui, avant c'était difficile, c'est que je ne crois pas que le développement durable a un avenir s'il n'est pas économiquement rentable.

C'est cela que nous devons défendre.

Quand j'écoutais Marc Fesneau tout à l'heure qui parlait d'une fable de La Fontaine, je pensais à une autre, à propos d'Europe écologie, celle de la grenouille qui voulait être aussi grosse que le boeuf, vous la connaissez tous je suppose !

Ce à quoi j'ajouterai que lorsqu'on a des chevilles qui enflent et une tête qui enfle, on court beaucoup moins vite. On verra le résultat le 14 mars !

Dernier point qui me tient à coeur parce que j'ai fait une interview dans *Le Monde* il y a quelques jours dans *LeMonde.fr* qui a suscité beaucoup de polémiques.

C'est une polémique qui est bonne parce que, pas que j'aime la polémique, ce n'est pas ce que je recherche, mais sur le fond et sur la forme, c'est une bonne chose.

Sur la forme d'abord, je vous invite à trouver le sujet sur lequel vous allez faire parler de vous parce qu'il n'y a pas meilleur remède contre les questions auxquelles nous ne voulons pas répondre : "Avec qui vous allez aller, quel est votre positionnement, etc." plutôt que de polémiquer ? Sur le fond, trouvez cela et on parlera de vous sur une proposition audacieuse que vous avez proposée.

Cette polémique c'est celle de la langue.

En Alsace, plus peut-être que dans d'autres régions, bien que beaucoup de régions soient concernées en France, il n'y a pas qu'une seule langue, il n'y a pas que le Français, il y a d'autres langues qui existent.

J'ai proposé, dans notre programme, que l'enseignement bilingue soit généralisé sur notre territoire en Alsace. C'est culturellement juste, c'est la réalité économique de notre région.

Je vois un tombereau de bêtises qui sont dites à ce sujet sur le fait que nous menacerions la nation française en faisant une telle proposition.

Alors, oui, nous sommes le Parti, j'étais ravi d'entendre François le dire, le Parti régionaliste nous sommes le Parti le plus régionaliste parce qu'aucun autre parti n'ose dire cela un moment donné ; oui, aujourd'hui, ce pays, la France, n'a plus, en face de ses frontières, des ennemis ; ce sont des amis, c'est l'Europe que nous voulons construire et nous arrêtons de penser que ceux qui sont en face de nos frontières, ce sont des ennemis.

Ce sont des amis.

Nous voulons dépasser des frontières européennes mises en place à travers l'histoire. Nous voulons, aujourd'hui, construire un autre monde.

Pour moi, cette question aujourd'hui de dire qu'il y a des identités régionales fortes, des institutions à renforcer, c'est aussi parce qu'à l'échelle locale nous avons aussi une capacité et nous voulons avoir une capacité à donner des réponses à la relocalisation que nous appelons de nos vœux .

Quand on parle relocalisation, on pense souvent que c'est Paris vers les régions. Non, ce n'est pas seulement cela ; même dans les régions aujourd'hui les grandes métropoles attirent les emplois. Nous devons développer l'économie dans les villes éloignées.

Si vous nous voulez répondre, demain, aux enjeux de l'emploi, c'est cela et, avec les institutions qui en ont les moyens, avec la capacité de voter un certain nombre de règles au niveau des régions, c'est un enjeu fondamental qu'il faut défendre dans ces régionales.

Pour finir, sans aucune arrière-pensée, quelque chose qui m'a toujours conduit dans la bataille, c'est de me dire que... les échecs c'est sûr, ils effacent les succès, mais un succès efface tous les échecs.

Merci.

François BAYROU. - Tout à l'heure, j'étais dans une émission radio dont, d'après les dépêches on va parler un peu parce qu'il y a eu une petite explication de gravure ! Mais ce n'est pas de cela que je voulais vous raconter à propos de cette émission.

Dans cette émission, à un moment un journaliste m'a dit : "Mais est-ce que vous n'avez pas été extraordinairement choqué par les propos de votre tête de liste dans le Rhône, Azouz Begag ?"

Il m'a rapporté des propos que je n'avais pas entendu que peut-être je n'aurais pas prononcés sous cette forme, qui étaient un jugement dans lequel il dit qu'il avait trouvé, dans l'organisation des débats sur l'identité nationale, à certains moments, des relents, de la part du pouvoir, d'islamophobie.

J'ai dit que probablement je n'aurais pas employé cette expression et que je ne doutais pas que dans l'entourage du président de la République il y avait des gens qui avaient voulu se servir de cela comme d'un tisonnier pour tisonner des braises mal éteintes et j'ai continué à répondre et on est passé à une autre question et tout d'un coup j'ai dit : "Il faut que je revienne une seconde aux propos d'Azouz Begag. Azouz Begag c'est quelqu'un qui a un parcours très original, très extraordinaire, qui est né dans un bidon-ville, de parents immigrés algériens, qui est allé à l'école, de manière brillante, qui est devenu sociologue, chercheur, écrivain, écrivain à succès littéraire : "Le Gône du Chaaba" puis, après, qui est devenu ministre de la République dans le gouvernement de Dominique de Villepin."

J'ai raconté cela et j'ai dit : "Mais, si l'homme qui a ce parcours ressent ce qu'il a dit, alors est-ce que vous imaginez ce que l'on pense dans les cités ? Ceux qui sont au chômage, ceux qui, à chaque instant, se sentent rejetés pour leur religion, pour la consonance de leur nom, pour leur origine géographique, pour le fait qu'ils sont par exemple dans le 93, pour leur couleur de peau ?

Je suis très heureux, avec ce que cela comporte de rudesse parfois - je ne la recommande pas - que nous soyons en effet le seul mouvement politique qui a choisi de confier à deux personnalités venues des cités - ayant fait le chemin pas de la même origine, mais tous les deux représentants des jeunes et des familles qui se sentent en difficulté et exclus, pas sur les listes pour les colorer comme l'on dit quelquefois dans certains milieux - la tête de liste, en numéro 1, dans la première et dans la deuxième région française.

Azouz BEGAG. - Ce n'est pas moi qui, le 5 février 2007, au moment chaud de l'élection présidentielle, dans une grande émission de télévision, devant 13 millions de téléspectateurs ai dit : "La France, ce n'est pas le pays où l'on égorge les moutons dans les baignoires des appartements, ce n'est pas le pays de l'excision, ce n'est pas le pays de la polygamie", c'est Nicolas Sarkozy.

Le mouton, la polygamie et l'excision, voilà trois ingrédients qui concernent directement la population arabo-musulmane de notre pays et ces arguments étaient cités alors que le candidat à l'élection présidentielle disait qu'il n'y avait pas de honte à aller hameçonner les électeurs du Front National.

Voilà pourquoi mon coeur de démocrate, à cet instant, a senti qu'il y avait eu une usurpation des valeurs identitaires de la population française et j'ai décidé de partir à ce moment-là.

On n'est pas obligé, pour gagner des élections républicaines, dans notre parti, d'aller draguer à tout prix les électeurs du Front National. On peut rester chez nous en terre républicaine, en terre fraternelle, en terre humaniste. Voilà ce qui me rapproche et me lie et me soude à vous tous les jours.

Nous sommes des démocrates.

Ce matin, je suis venu de Lyon, vous le savez, la ville où je naquis ! Et devinez qui s'est pointé chez moi à 08 h 30 pour m'amener avec sa voiture à la gare de la Part Dieu ? Mon cousin Rachid !

Il m'a dit : "Je t'emmène, tu vas où ?"

- "À la Maison de la Chimie".
- "C'est où ?"
- "A Paris"
- "Qu'est-ce que tu vas faire ?"
- "Voir François Bayrou."

Il m'a dit : "Encore ?"

J'ai dit : "Cette fois, je ne vais pas y aller avec ta voiture, je vais y aller en vélo parce que j'ai une carte de Vélib, Velo'v à Lyon".

Il n'a pas compris, il m'a dit : "Normalement, un ministre, ça roule en voiture"

J'ai dit : "Non, je suis écolo, je vais y aller en bicyclette."

Il m'a dit : "C'est pourquoi votre réunion ?".

"C'est pour lancer la campagne"

"Pourquoi la campagne ?"

"Pour les élections régionales."

Comme 80 % des Rhônalpins, il n'avait jamais entendu parler de cela.

Il m'a dit : "C'est quoi conseiller régional ?"

"C'est celui qui siège à la région."

Il m'a dit : "Ça gagne combien ?"

"3500 euros."

"Par jour ? !"

Vous ne me croyez pas, pourtant c'est vrai :

J'ai dit : "Non, c'est par mois."

François, tu sais, toi, c'était l'annonce que je voulais faire officiellement aujourd'hui, mais, mon cousin Rachid, il est candidat ! Il veut être élu ! Il y en a un paquet, il y en a trop.

Et il m'a dit : "J'ai entendu dire que tu étais contre le cumul des mandats, toi ?"

Je lui dis : "Oui"

Il m'a dit : "Je n'ai aucun mandat je n'ai même pas de boulot !"

Il veut être élu.

J'aime bien mon cousin Rachid c'est un Rhônalpin comme les autres. Et, vraiment, comme 80 % des autres qui n'ont jamais entendu parler du nom du président du Conseil régional des compétences de la région et qui n'arrive pas à voir ce que signifie même Conseil régional.

20 % des Rhônalpins.

J'ai appris récemment que près de 25 M€ ont été dépensés dans ma région en 6 ans pour la communication des actions de la région.

25 M€... pour un résultat de 20 %... cela ne va pas, j'appelle cela un déficit démocratique.

Il n'y a pas de démocratie, vous savez pourquoi ? Parce que, les gens, ils ne peuvent ni contester ni approuver ce que vous faites, ils ne vous connaissent même pas ! Ils ne savent même pas qui vous êtes. Il y a 6 ans, ils vous ont élu et ils ne savent pas qui vous êtes ni ce que vous faites.

Au corps à corps cette campagne, nous allons, en région Rhône-Alpes, la mener. Alors que tous les autres vont faire une campagne de papier glacé, nous allons faire une campagne de contacts humains.

Il faut choquer.

Je veux que, dans quatre ans, peut-être six, cela dépend de ce que nous allons faire en 2012, 100 % des Rhônalpins connaissent le nom de leur président du Conseil régional et de ce qu'il y fait de manière à pouvoir allez-y glaner une subvention ! Une petite formation, de pouvoir aller s'entretenir avec un responsable du développement durable et de l'aide que peut apporter la région apte PME, de la façon dont on peut y glaner une bourse pour aller faire des études à l'étranger.

Si les gens ne savent pas et vous savez très bien, Alain, tu as parlé d'égalité des chances. J'étais ministre de l'égalité des chances pas de l'inégalité des chances !

La première des inégalités, c'est quand les plus vulnérables, les plus pauvres, les plus modestes n'ont pas accès à l'information. Ils ne savent pas.

Toute notre campagne à nous va être axée sur : informer le citoyen de ce à quoi il a droit, ce à quoi il peut participer, ce à quoi les élus font référence lorsqu'ils parlent leur langage technocratique.

Une campagne au corps à corps, cela veut dire aller bousculer les gens parce que comme 80 % de jeunes de moins de 25 ans qui ne sont pas allés voter aux élections européennes, pour leur trouver des arguments solides et les faire se réveiller le 14 mars au matin, il va falloir être fort... !

J'ai trouvé un slogan, parce que les gens, quand on va les rencontrer sur les marchés, dans la rue, partout ailleurs, le programme, ils sont d'accord les gens, ils nous font confiance, ils sont vraiment tranquilles les gens, mais ce qu'ils veulent sentir quand on ouvre la veste, c'est ce que l'on a dans les tripes.

"Est-ce que je peux, M. Azouz Begag, te faire confiance ? Est-ce que tu ne vas pas faire comme tous les autres quand ils sont en place à la région ? Oublier ton cousin Rachid ?"

L'histoire du cumul des mandats, vous savez à chaque fois que j'en parle, tout le monde est d'accord...

Je veux faire en sorte que les 80 personnes qui travaillent actuellement à l'incarnation de cette région Rhône-Alpes dans les 8 départements soient multipliés par 3, 4, que les 24 M€ dont je vous parle soient redéployés vers l'humain, vers les gens, pour qu'ils puissent parler,

raconter avec des mots, comme vient de le faire avec tant de brio Jean Lassalle. Vous avez vu le caractère enivrant, magique de la puissance des mots ?

Quand on va rencontrer les gens, si on triche, ils le savent, ils le sentent. Mais si on dit la vérité, ils vous font confiance.

Voilà pourquoi les journalistes qui m'interpellaient il y a quelques minutes pour me dire "8, 9 %, ce n'est pas terrible..."

Je leur ai répondu : "Ah... tu rigoles !, moi, j'ai un slogan ; Azouz Begag, votre président !"....

Je terminerai par là François, "Azouz Begag, votre président" ; tel est mon slogan, mais ce n'est pas juste pour rire parce qu'on n'est pas là pour rire, on est là pour gagner et, à chaque fois que je vais distribuer mon petit papier "Azouz Begag, président" les gens me disent :

"Président de quoi ?"

Je vais faire de la pédagogie ! Oui, je vais expliquer aux gens qu'est-ce que la région, pourquoi ils vont voter pour moi.

Le deuxième slogan qui est en embuscade pour la mi-campagne, c'est un slogan qui me tient à coeur aussi, c'est Gilles Artigues qui me l'a trouvé : "Rhônalpin quotidien."

Pourquoi ? Parce que je veux coller le fonctionnement de la région Rhône-Alpes de ma région avec la vie quotidienne et faire en sorte que tous les gens qui passent dans la rue, qui vont au marché, aient conscience de cette région, de son existence et de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qu'ils peuvent y trouver.

Merci, bonne chance à tous et à très bientôt.